

Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 1er mars 2013

**"Syrie: la politique française subjuguée par le Qatar?"(02.03)**

**En Syrie comme en Tunisie ou en Egypte, le Qatar prône comme seule alternative aux dictatures "laïques" la prise de pouvoir par les Frères Musulmans, estiment nos contributeurs Boutros Hallaq et Mohammad Makhoul. Un objectif qui va à l'encontre des intérêts de la France.**

Depuis le début de la crise syrienne, la politique française colle littéralement à celle du Qatar. Or, si les deux pays partagent un même objectif, obtenir la fin d'une dictature qui n'a que trop duré, leurs intérêts et leurs valeurs sont-ils les mêmes?

Conscient des enjeux du Printemps arabe, le Qatar déploie toute son énergie pour en maîtriser le cours afin de conjurer le danger mortel que constituerait à ses yeux son extension aux pays du Golfe. Ce n'est un secret pour personne qu'il prône comme seule alternative aux dictatures dites "laïques" la prise de pouvoir par les Frères Musulmans: c'est déjà fait en Tunisie et en Egypte.

Concernant la Syrie, il a mis en selle, contre la volonté de la majorité des opposants, un Conseil national syrien dominé par lesdits Frères Musulmans. Décrédibilisée, cette instance fut remplacée dernièrement, après une simple modification de façade, par la Coalition nationale syrienne (CNS).

Un régime libéral dans sa politique économique et à distance du wahhabisme mais fermé à la démocratie

Il nous est difficile d'imaginer que la France puisse rester fidèle à ses valeurs en s'engageant à la suite d'un régime, certes libéral dans sa politique économique et se tenant à distance du wahhabisme, mais complètement fermé à la démocratie (il vient de condamner à 15 ans de prison l'un de ses ressortissants pour un simple poème critique des autorités) et fort actif dans le soutien aux mouvements extrémistes, au Mali notamment.

Pressé de plaire aux promoteurs de la CNS, la France n'a-t-elle pas poussé le ridicule jusqu'à suggérer à cette coalition de proposer un ambassadeur, sans même tenir compte de l'impasse juridique qu'entraînerait la cohabitation de deux ambassades syriennes sur le territoire national? N'a-t-elle pas, en outre, avalisé l'intervention contre le mouvement démocratique au Bahreïn?

A terme, comment la France, avec ses intérêts politiques et ses valeurs humaines, pourrait-elle s'accommoder de la politique qatarie? Dans un pays aussi pluriel que la Syrie, l'installation d'un régime aux mains des Frères Musulman ouvrirait la voie à des conflits internes et à une déstabilisation durable du pays et de la région, avec le risque d'une guerre civile interminable qui laisserait le champ libre aux extrémismes religieux. Pire, elle l'exposerait à l'éclatement alors qu'il est déjà menacé par les revendications séparatistes kurdes et les prétentions territoriales d'Israël et de la Turquie.

Dans tous les cas, elle laminerait sa diversité humaine. Tout le voisinage en serait miné, à commencer par le Liban. Toutes les conditions seraient réunies pour faire de la Syrie le siège d'une confrontation, plus ou moins ouverte, entre les puissances régionales et internationales. Militairement encerclée par l'Otan et sa ceinture de missiles balistiques, économiquement marginalisée par les oléoducs et gazoducs reliant le Golfe ou l'Asie centrale à l'Europe, la Russie ne pourra que réagir, elle qui tire 90% de son PIB de ses richesses en pétrole et en gaz.

Comment croire qu'un tel "règlement" de la crise syrienne garantisse les intérêts français et européens dans cette zone de proximité? Pourquoi un tel alignement de la diplomatie française sur la politique du Qatar? Sixième puissance mondiale, héritière d'une histoire prestigieuse, dépositaire des valeurs universalistes de la Révolution, la France serait-elle réduite à plier l'échine devant un émirat pour des financements à court terme?

Certains vont jusqu'à prononcer le mot "servilité" vis-à-vis d'une dynastie qui, depuis quelques années, gratifie notre pays de ses investissements colossaux, de ses contrats mirobolants notamment dans le domaine de l'armement, et pousserait la générosité jusqu'à donner un coup de pouce électoral à tel ou tel

parti politique... Faut-il donner raison aux Guignols de l'info qui s'en gaussent à gorge déployée, ou à cet hebdomadaire qui titrait récemment Comment ils ont livré la France au Qatar?

Imaginer une approche plus adéquate pour une sortie de crise rapide en Syrie

Afin de défendre les valeurs et intérêts de la France, les responsables politiques seraient mieux inspirés d'imaginer une approche plus adéquate pour une sortie de crise rapide en Syrie. Elle devrait s'appuyer, selon nous, sur deux principes.

- Favoriser, d'abord, la dynamique interne d'intégration en privilégiant la recherche d'un consensus entre les différentes composantes de la société civile et les divers courants de l'opposition intérieure. Cela pourrait se traduire par l'élaboration d'un programme analogue à celui du Conseil national de la résistance (représentant alors des groupes de résistance contre l'occupation nazie), qui engagerait les mouvements politiques ainsi que les forces combattantes formées des militaires dissidents et des groupes de civils armés, à l'exclusion toutefois des fractions salafistes extrémistes.

Il s'agit d'inverser la logique imprimée par le Qatar, qui consiste à imposer de l'extérieur et unilatéralement une instance censée représenter le peuple syrien, afin justement d'empêcher l'émergence d'une dynamique politique endogène, que la dissidence armée appelle de ses vœux afin de mettre fin à l'anarchie entretenue de l'extérieur.

- Subordonner, ensuite, toute action politique au service du projet d'avenir que le peuple syrien se choisit lui-même, en cessant enfin de le considérer comme une simple carte jetée dans le grand jeu de la stratégie régionale qui oppose l'Iran à la Turquie, Israël et certains pays du Golfe. Seule une entité politique rassemblant toutes les composantes du pays pourra contribuer à la stabilité de la région, et seule une société civile pluraliste, et donc démocratique, pourra garantir cette entité.

Il s'agit bien de sortir de ce que le journaliste britannique Patrick Seale a appelé "*la lutte pour la Syrie*", qui anime actuellement la politique qatarie, pour aller vers la construction d'une société civile démocratique et ouverte, en Syrie et au-delà. S'il est urgent de sauver la Syrie des griffes du régime Assad, ce n'est point pour la donner en pâture à l'extrémisme religieux, mais pour la rendre à ses citoyens. La nouvelle carte du Proche-Orient, c'est ainsi que nous la rêvons.

Commentaire.

Voilà un chef d'oeuvre de désinformation et de manipulation, car en Syrie, l'opposition armée syrienne, composée de Syriens, au régime, n'existe pour ainsi dire pas, elle représenterait moins d'1% de la population d'où la nécessité jusqu'à présent pour les puissances occidentales de faire appel à des dizaines de milliers de mercenaires étrangers pour faire croire qu'il existerait en Syrie un opposition armée au régime, justifier la livraison d'armes, etc. Par contre le régime a constitué dans tout le pays et tous les quartiers sous son contrôle des milices armées pour défendre l'intégrité et la souveraineté de la Syrie sous le commandement de l'armée syrienne.

Le Conseil national de la résistance avait pour objectif de lutter contre l'occupant. Aujourd'hui ce sont les mercenaires à la solde de l'impérialisme américain, français et britannique les envahisseurs qu'il s'agit de chasser de la Syrie, donc si un tel organisme devait être formé il le serait à l'initiative du régime en place en rassemblant toutes les composantes syriennes ennemies des propagandistes de guerre dont L'Express se fait le porte-parole complaisant...

**Un article de Reuters du 1er mars 2013**

## Kerry "choqué" par les propos d'Erdogan sur le sionisme (02.03)

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a estimé vendredi à Ankara que les propos par lesquels le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, assimilait le sionisme à des crimes contre l'humanité étaient "choquants".

Le nouveau chef de la diplomatie américaine, qui effectue sa première visite dans un pays musulman depuis sa prise de fonctions il y a un mois, devait s'entretenir avec les dirigeants turcs avant tout de la guerre civile en Syrie ainsi que de questions liées à la sécurité énergétique ou au contre-terrorisme.

Mais les propos du Premier ministre turc lors d'une conférence à Vienne sous les auspices des Nations unies, condamnés dans la foulée par Israël, les Etats-Unis et le secrétaire général de l'Onu, ont assombri son voyage dans la région.

"Non seulement nous sommes en désaccord avec cela, mais nous le trouvons choquant", a dit John Kerry lors d'une conférence de presse à Ankara aux côtés de son homologue turc, Ahmet Davutoglu.

Le nouveau chef de la diplomatie américaine a dit avoir évoqué le sujet avec ce dernier et avoir l'intention de le faire également, directement, avec Recep Tayyip Erdogan.

"Cela dit, la Turquie et Israël sont tous deux des alliés vitaux pour les Etats-Unis et nous voulons les voir travailler ensemble pour pouvoir aller au-delà des paroles et commencer à prendre des mesures concrètes pour changer cette relation", a ajouté John Kerry.

"Je pense que c'est possible mais, à l'évidence, nous devons dépasser le type de propos que nous venons d'entendre."

Sur le dossier proche-oriental, Washington a besoin de tous ses alliés. L'administration Obama voit en la Turquie un acteur clé dans le dossier syrien, pour le soutien à l'opposition au président Bachar al Assad et pour gérer l'après-Assad.

Mais la détérioration des relations diplomatiques entre la Turquie et Israël empêche Ankara de jouer un rôle-pivot dans l'ensemble de la région, comme l'auraient souhaité les Etats-Unis.

Les relations entre l'Etat hébreu et Ankara, qui était alors son unique allié dans le monde musulman, se sont considérablement dégradées après la mort de neuf Turcs dans l'abordage par les forces spéciales israéliennes d'un bateau chargé d'aide à destination de la bande de Gaza, en mai 2010.

Mercredi, à Vienne lors d'une conférence de l'Alliance des civilisations parrainée par l'Onu, le Premier ministre turc a déclaré : "Comme pour le sionisme, l'antisémitisme et le fascisme, il est devenu impossible de ne pas considérer l'islamophobie comme un crime contre l'humanité."

Benjamin Netanyahu, chef du gouvernement israélien, a condamné jeudi les propos tenus la veille par son homologue turc.

"Il s'agit d'une déclaration sombre et erronée, de celles qui, selon nous, appartiennent au passé", peut-on lire dans un communiqué diffusé par les services de Benjamin Netanyahu, qui condamnent fermement.

Lors de la conférence de presse de vendredi, Davutoglu a répondu : "Si Israël veut entendre des déclarations positives de la part de la Turquie, il doit reconsidérer son attitude à la fois envers nous et envers la Cisjordanie."

Pour reprendre le dialogue avec Israël, la Turquie veut des excuses officielles, une indemnisation pour les victimes et les familles des morts et la levée du blocus de Gaza.

Israël s'est borné à exprimer ses "regrets" et a offert d'abonder "un fond humanitaire" pour l'indemnisation des victimes et de leurs familles.

La Maison blanche s'est également indignée des propos de Recep Tayyip Erdogan. "*Nous réfutons la qualification de crime contre l'humanité employée par le Premier ministre Erdogan au sujet du sionisme, qui est offensante et fautive*", écrit Tommy Vietor, porte-parole de Barack Obama, dans un communiqué.

"*Nous encourageons les peuples de toutes confessions, cultures et idées à dénoncer les actes haineux et à surmonter les divergences de notre époque*", ajoute-t-il.

"*Franchement, qualifier le sionisme de crime contre l'humanité, c'est particulièrement offensant. Cela aura un effet corrosif (sur les relations américano-turques)*", a déclaré un responsable américain sous le sceau de l'anonymat.

Le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon a également condamné les propos de Recep Tayyip Erdogan, les qualifiant de "*blessants*" et estimant qu'ils provoquent la "*division*".

La presse des deux pays a toutefois fait état d'un réchauffement ces dernières semaines. Des diplomates de haut rang se seraient ainsi rencontrés en février à Rome et du matériel militaire israélien aurait été livré en Turquie.

### **Un article L'Expansion.com avec AFP du 1er mars 2013**

#### **Le chômage bat un nouveau record en zone euro, à près de 12%. (02.03)**

**Le taux de sans emploi a atteint 11,9% en janvier dans les pays de l'Union monétaire, soit 18,99 millions de chômeurs. Et aucune éclaircie sur le marché de l'emploi n'est attendue dans les mois à venir.**

Frôlant les 12%, le chômage ne cesse de grimper en zone euro. Du jamais vu, alors que la région est plongée dans une récession plus profonde que prévu qui n'offre aucune perspective d'amélioration dans le secteur de l'emploi. Le taux de chômage a atteint 11,9% de la population active en janvier, contre 11,8% le mois précédent (chiffre révisé), selon les données publiées vendredi par l'office européen de statistiques Eurostat.

Ce niveau record signifie que 18,99 millions de personnes étaient sans emploi début 2013 dans les 17 pays de l'Union monétaire. En un mois, 201.000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs au sein de l'Union monétaire et près de 2 millions en un an (1,90 million).

"*Ces niveaux sont inacceptables*", a déploré vendredi Jonathan Todd, le porte-parole du commissaire européen en charge de l'Emploi, Laszlo Andor, y voyant "*une tragédie pour l'Europe*". Cette situation risque de peser sur la consommation, un des moteurs de la croissance, "*sachant que le pouvoir d'achat est étouffé par des salaires qui ne progressent plus et des politiques d'austérité*", estime Howard Archer, économiste pour IHS Global Insight.

Dans ses dernières prévisions économiques publiées la semaine passée, la Commission européenne allait dans le même sens, estimant que le chômage devrait grimper à 12,2% cette année et se stabiliser à 12,1% en 2014. Elle a en outre prévenu qu'un taux de chômage "*élevé et persistant porte le risque de devenir structurel en raison de la perte de compétences*" des salariés sans emploi.

De grandes disparités

La situation est particulièrement critique en Espagne et en Grèce, deux pays soumis à de rudes cures d'austérité: le taux de chômage s'est établi à 26,2% en janvier en Espagne. En Grèce, où les dernières données disponibles datent du mois de novembre, il s'est élevé à 27%. Dans ces deux pays, les jeunes paient un lourd tribut: environ 59,4% des moins de 25 ans étaient au chômage en Grèce et 55,5% en Espagne en janvier, contre 24,2% dans l'ensemble de la zone euro, soit 3,64 millions de personnes.

Les différences sont toutefois importantes en terme d'emploi au sein de la zone euro: tandis que de nombreux pays sont frappés par un chômage de masse, l'Autriche a enregistré un taux de 4,9% en janvier, l'Allemagne et le Luxembourg de 5,3% et les Pays-Bas de 6%.

Des perspectives moroses

*"Malheureusement, un changement de tendance n'est pas en vue. Même si l'économie de la zone euro sort de récession dans l'année, le marché de l'emploi risque lui de rester déprimé une grande partie de l'année, si ce n'est tout 2013"*, estime Martin van Vliet, économiste pour la banque ING.

*"L'Europe sociale est en panne"*

Pour tenter de remédier à cette situation, les ministres européens de l'Emploi ont adopté jeudi une proposition de la Commission européenne, la *"Garantie pour la jeunesse. Il s'agit d'encourager les Etats membres à offrir à tous les jeunes jusqu'à l'âge de 25 ans un emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage de qualité"*. Mais certains ont laissé transparaître leur désarroi. *"L'Europe sociale est en panne"*, ont déploré le Français Michel Sapin et son homologue allemande Ursula von der Leyen, tout mettant en garde contre le risque *"de saper la confiance dans la valeur de la construction européenne et des institutions de l'Union"*. Ils ont invité à *"renouer avec une ambition sociale pour l'Europe"*, alors que la croissance et l'emploi seront au menu du prochain sommet européen qui se tient mi-mars à Bruxelles.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le chômage a atteint à 10,8% en janvier, ce qui correspond à quelque 26,21 millions de personnes sans emploi début 2013. Pendant ce temps, le chômage s'élevait à 7,9% aux Etats-Unis et s'est établi à 4,2% au Japon où les dernières données disponibles datent de décembre.

**Un article du figaro.fr du 28 février 2013**

### **La santé des Grecs en danger. (02.03)**

La pénurie de médicaments dans les pharmacies, de matériel et de personnel dans les hôpitaux est alarmante.

Le système de santé grec est en état d'alerte. Avec les mesures de rigueur imposées par les créanciers publics du pays (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) depuis trois ans, le budget de la santé a été amputé de plus de 32 % et tout le secteur souffre.

Avec la réduction des effectifs, imposant une seule embauche de praticien pour cinq départs à la retraite, les hôpitaux publics sont surchargés, les salles d'attente aux urgences ne désemplissent pas et la fatigue est visible sur les visages des médecins qui accumulent plusieurs heures de travail supplémentaire pour un salaire déjà amputé de plus de 40 %. Selon Miron Fasoulakis, chirurgien à l'hôpital Elpis, dans le centre d'Athènes, il y a urgence: *«Nous manquons sérieusement de matériel de base: seringues, compresses, gants en latex ou fil pour points de suture. D'autant que nous sommes dépassés et nous n'avons plus assez de personnel pour faire face à la demande. Il n'y a aucune embauche pour dix départs en ce moment! Et qui*

*viendrait travailler 48 heures par semaine pour un salaire mensuel de 1000 euros? Nous, nous faisons notre travail parce que nous respectons avant tout le serment d'Hippocrate, mais c'est éreintant, parce qu'avec la crise les malades sont de plus en plus nombreux.»*

*«Aucune crise ne doit avoir raison de la vie des gens»*

Si la crise économique a des effets directs sur la santé des Grecs - hausse des taux de cancers, de sclérose en plaque et d'épilepsie -, l'accès aux soins est de plus en plus réduit. De surcroît, le chômage touche aujourd'hui plus de 27 % de la population active, dont 60 % de jeunes. Un an après la perte de leur emploi, ils perdent leur couverture sociale et doivent s'acquitter de la totalité de leurs frais médicaux. Nombre d'entre eux ne le peuvent pas, ils laissent donc leur pathologie s'aggraver. Pour endiguer le phénomène, Thodoros Giannaros, le directeur de l'hôpital Elpis, accepte de soigner les non assurés: *«Les médecins, ou moi-même, payons de notre poche pour les aider. Surtout en cas d'urgence. Aucune crise ne doit avoir raison de la vie des gens. Mais nous ne pouvons pas fournir les traitements à long terme, surtout pour les cancéreux non assurés. Nous les aidons à trouver des chimiothérapies gratuites en collaborant avec d'autres hôpitaux, mais nous ne pouvons pas fournir toute la thérapie.»*

Aujourd'hui, il s'insurge contre la décision de la Croix-Rouge suisse de réduire de moitié son exportation de poches de sang vers la Grèce, progressivement, à partir de 2015. La Croix-Rouge en livre actuellement 30.000 par an. *«Prendre une telle décision, sous prétexte que la Croix-Rouge grecque a des impayés de 4 millions d'euros, c'est endosser la responsabilité de la mort de milliers de personnes. C'est stupide, triste, honteux et déplorable.»*

*«La Sécu ne rembourse plus ou avec un retard monstre»*

À 51 ans, Thodoros Giannaros mène un combat quotidien pour motiver ses troupes et tenter de gérer les comptes de son établissement. Il a opté pour les médicaments génériques, dont l'utilisation est encore rare en Grèce: *«Nous avons ainsi réduit nos coûts de 60 %, mais cela ne suffit pas. Car nous manquons de médicaments en général. Le pire, c'est que ce qui se passe en Grèce aujourd'hui risque d'arriver en Europe demain.»* Et pour cause, depuis le début de la crise économique, les laboratoires pharmaceutiques quittent un à un la Grèce, qu'ils considèrent comme insolvable. La pénurie de médicaments commence à se faire ressentir partout dans le pays, les tiroirs des pharmacies se vident à vue d'œil et les pharmaciens sont à bout. *«Non seulement nous n'avons plus de médicaments importants, comme les traitements pour épileptiques, dont il n'existe pas de génériques, mais surtout les ordonnances ne sont plus remboursées par la Sécu ou ont un retard monstre»,* affirme Konstantin Lourandos, président de l'Union des pharmaciens. *«L'État, la Sécurité sociale, me doit 100.000 euros. Et je ne suis pas le seul! Elle doit 1 milliard d'euros aux pharmaciens du pays. Nombre de pharmacies ont fait faillite, les autres multiplient les grèves et lettres au ministère pour se faire entendre. Mais il faut que le gouvernement réagisse»,* conclut-il.

En sortant d'une séance au Parlement mercredi soir, Andreas Lykourezos, le ministre de la Santé, a promis l'embauche de plusieurs médecins pour les soins intensifs.

## **Un article de l'AFP du 28 février 2013**

### **En Inde, ces enfants qui travaillent à la mine pour survivre. (02.03)**

A 13 ans, Sanjay Chhetri se lève chaque jour avec la même peur: que la mine de charbon où il travaille s'effondre et l'ensevelisse à jamais. Comme des milliers d'enfants dans le nord-est de l'Inde, il gagne sa vie accroupi dans des tunnels si étroits que seuls des enfants peuvent s'y glisser.

L'adolescent à la fine ossature est doté de la morphologie adéquate pour travailler dans la lucrative industrie minière de l'Etat du Meghalaya: l'entrée des galeries, sombres et humides, est bien trop petite pour une corpulence d'adulte.

Sanjay embauche au coeur de la nuit, descend le long d'échelles glissantes avec deux pioches et une minuscule lampe frontale, et s'enfonce dans les profondeurs du sous-sol, à 1.400 mètres sous terre.

Il se déplace avec la même précaution qu'à ses débuts, il y a sept mois, de peur de rater un barreau et de tomber cinquante mètres plus bas.

Une fois dans la mine, il s'accroupit tant qu'il peut et se glisse dans un trou à rat de 60 centimètres de hauteur, en traînant un wagon vide derrière lui. C'est là que son cauchemar commence: "*C'est terrifiant d'imaginer que le plafond tombe sur moi quand je travaille*", dit-il.

Douze heures plus tard, il aura empoché 200 roupies (2,80 euros). C'est plus que ce que gagnent ses parents, des manoeuvres qui vivent dans la capitale de l'Etat, Shillong.

Le travail des mineurs est pourtant illégal en Inde, avec des différences sur l'âge légal de la majorité en fonction des Etats. Et la loi sur les mines de 1952 interdit aux entreprises d'employer des jeunes de moins de 18 ans à l'intérieur des mines.

Mais le Meghalaya n'est pas soumis à cette loi sur la mine en raison de son statut spécial d'Etat du nord-est, peuplé de nombreuses tribus, où s'exerce un droit coutumier qui l'emporte sur la législation nationale.

Là-bas, n'importe quel propriétaire terrien peut ainsi creuser une mine à sa guise et les lois en vigueur ne l'obligent à aucune mesure de sécurité. Dans ces mines artisanales, aucune technologie sophistiquée: les mineurs creusent eux-mêmes les galeries avec des pelles et des pioches.

Aîné d'une famille de huit enfants, Sanjay a quitté l'école voici deux ans lorsque sa famille ne pouvait plus payer les factures.

*"C'est un travail très difficile, j'ai du mal à tirer le wagon quand je l'ai rempli de charbon"*, confie-t-il à l'AFP.

Alors qu'il grelotte dans un jean maculé de charbon, chaussé de tongs qui dévoilent des pieds ridés comme s'ils appartenaient à un homme beaucoup plus âgé, il raconte que ses parents lui demandent constamment de rentrer à la maison pour travailler avec eux.

Mais il n'est pas encore prêt à quitter la mine.

*"J'ai besoin d'économiser de l'argent pour retourner à l'école. Mes amis me manquent et je me souviens encore de l'école. J'ai encore mes vieux rêves"*.

Le responsable de la mine, Kumar Subba, assure que des enfants comme Sanjay affluent en nombre devant la mine pour se faire embaucher.

*"Il s'en présente toujours de nouveaux. Ils mentent sur leur âge, disent qu'ils ont vingt ans alors qu'on voit bien sur leur visage qu'ils sont beaucoup, beaucoup plus jeunes"*.

Surya Limu, au visage poupin, est parmi les dernières recrues de l'équipe de Kumar Subba, dans le village de Rymbai.

Il assure avoir 17 ans, et raconte avoir quitté son Népal natal lorsque son père est mort dans l'incendie de leur maison, laissant une veuve et deux enfants.

Contrairement à ses collègues plus expérimentés, Surya descend lentement l'échelle précaire dans un mouvement qui crispe ses traits délicats.

*"Bien sûr j'ai peur, mais qu'est-ce que je peux faire? J'ai besoin d'argent, comment faire autrement pour rester en vie?"*, dit-il à l'AFP.

Selon une association caritative basée à Shillong, Impulse NGO Network, 70.000 enfants sont actuellement employés dans les mines du Meghalaya, plusieurs milliers d'autres travaillant par ailleurs dans les gisements de charbon.

*"Les propriétaires des mines trouvent moins cher d'extraire le charbon en utilisant des méthodes manuelles et non scientifiques et ils trouvent aussi que c'est moins cher d'employer des enfants. La police empêche des pots-de-vin et regarde ailleurs"*, dénonce Rosanna Lyngdoh, une militante d'Impulse.

Mais après des décennies d'extraction minière sans réglementation, l'Etat a l'intention de se doter cette année pour la première fois d'une politique minière.

Le projet de loi stipule que les propriétaires des mines n'emploient plus d'enfants, même s'il n'interdit pas pour autant l'exploitation de ces boyaux étroits et étouffants qui évoquent des trous à rat.

*"Aussi longtemps que ce genre de mines existera, les enfants seront toujours employés parce qu'ils ont la bonne taille pour ramper"*, prédit Rosanna Lyngdoh.

Les accidents et les effondrements sont fréquents, au fur et à mesure que le sous-sol est percé anarchiquement de boyaux instables et friables, risquant d'enterrer vivants des enfants pris au piège.

Selon Gopal Rai, qui vit avec sept autres employés dans une cahute en bambou de 2,5 sur 3 mètres, les dédommagements aux enfants blessés sont rares, lorsqu'ils existent.

*"Il y a des jours où ça va et d'autres où c'est un peu difficile de respirer"*, témoigne le jeune homme de 17 ans. Mais il ne voit pas l'intérêt d'aller consulter un médecin.

*"Pour quoi faire ? De toute façon, quand je vais travailler je ne sais même pas si je vais rentrer vivant"*.

## Un article de l'AFP du 4 mars 2013

### Le monde compte un nombre record de milliardaires (05.03)

Le monde n'a jamais compté autant de milliardaires : ils sont 1.426 cette année, 200 de plus que l'an dernier, dont le plus riche est toujours le Mexicain Carlos Slim, selon le classement annuel 2013 du magazine Forbes publié lundi.

Deux Français se hissent à la 9e et 10e places de ce classement: Liliane Bettencourt (L'Oréal) est désormais la femme la plus riche au monde (9e, 30 milliards de dollars) et Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est 10e, avec une fortune estimée à 29 milliards de dollars.

Les quatre pays qui comptent le plus de milliardaires sont les Etats-Unis (442), la Chine (122), la Russie (110) et l'Allemagne (58).

Pour la quatrième année consécutive, le roi mexicain des télécommunications Carlos Slim reste premier du classement Forbes ([www.forbes.com/billionnaires](http://www.forbes.com/billionnaires)), avec une fortune estimée à 73 milliards de dollars (4 milliards de plus que l'an dernier), devant l'Américain Bill Gates, co-fondateur de Microsoft (67 milliards, 6 milliards de plus qu'en 2012). Les milliardaires de la high tech américaine forment toujours d'ailleurs un contingent important dans ce classement.

L'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara arrive désormais 3e avec 57 milliards (19,5 milliards de plus qu'en 2012), devançant l'homme d'affaires et philanthrope américain Warren Buffett, 4e avec 53,5 milliards.

Pour les plus fortunés de la planète, qui se sont enrichis dans l'immobilier, l'énergie, la technologie, la finance, l'alimentaire, ou même la religion, la crise n'existe pas. Ils sont cette année 1.426 milliardaires, 200 de plus que l'an dernier, record absolu depuis 27 ans que le classement existe.

Ils étaient 140 lorsque Forbes avait publié sa première liste, avec une fortune cumulée de 295 milliards.

Tous ensemble, ces ultra-riches --dont 138 femmes-- pèsent cette année 5.400 milliards de dollars (contre 4.600 milliards l'an dernier).

Le plus jeune, Dustin Moskovitz, a 28 ans, à la tête d'une fortune de 3,8 milliards. Il était l'un des co-fondateurs de Facebook avec Mark Zuckerberg (qui a rétrogradé de la 35 à la 66e, ayant perdu 4,2 milliards en un an).

Le plus âgé est David Rockefeller, 97 ans, qui dispose de 2,7 milliards.

Et le plus grand perdant est cette année le Brésilien Eike Batista (énergie, mines), qui a perdu 19,4 milliards, rétrogradant de la 7e à la 100e place. Il a perdu, souligne Forbes, plus de deux millions de dollars par heure...

Le Français Bernard Arnault a quant à lui perdu 12 milliards et a été rétrogradé de la 4e à la 10ème place, selon Forbes.

Par région, les Etats-Unis restent en tête avec 442 milliardaires (425 en 2012), talonnés par l'Asie-pacifique (386). L'Europe vient ensuite (366), puis l'Amérique du Sud (129).

Chez les femmes, Liliane Bettencourt a détrôné cette année l'Américaine Christy Walton, héritière de la chaîne d'hyper-marchés WalMart, qui était depuis sept ans la femme la plus riche au monde (11e, 28,2 milliards).

On trouve aussi dans la liste la designer italienne Miuccia Prada (78e) et, nouvelle dans la liste, la Suisse née en Russie Margarita Louis-Dreyfus (198e).

Et quatre pays font leur entrée pour la première fois dans le classement, l'Angola, le Népal, le Swaziland et le Vietnam tous désormais riches d'un milliardaire.

Parmi les autres nouveaux entrants, figure aussi Edir Macedo (1268e), un pasteur brésilien, pentecôtiste, créateur d'une église à Rio et propriétaire d'une chaîne de télévision, qui a vendu 10 millions de livres.

### **Un complément Lepoint.fr du 03.03**

L'Asie est le continent qui compte le plus de milliardaires, suivi par l'Amérique du Nord et l'Europe, selon une étude publiée jeudi par le magazine chinois *Hurun Report*. Sur 1 453 personnes dont la fortune excédait le milliard de dollars américains en janvier, 608 se trouvaient en Asie, 440 en Amérique du Nord et 324 en Europe. Pour ce qui est des pays, les États-unis continuent à dominer le classement avec 408 milliardaires, suivis par la Chine qui en compte 317. Les places suivantes sont occupées par la Russie, l'Allemagne et l'Inde, précise ce magazine consacré au luxe.

La richesse cumulée de l'ensemble des milliardaires en dollars de la planète est estimée par Hurun à 5 500 milliards de dollars, soit environ le produit intérieur brut du Japon, troisième économie mondiale, en 2012. *"L'année dernière a connu un rebond de la richesse dans le secteur privé"*, selon le magazine, qui précise que les actifs nets des dix personnes les plus riches du monde ont augmenté en 2012 de 22 %, soit 250 millions de dollars par jour au total. Les secteurs à l'origine de cette accumulation de richesse des milliardaires sont principalement l'immobilier, les télécommunications, les médias et la distribution.

Rupert Hoogewerf, le président et directeur de recherches de Hurun Report, estime toutefois que le nombre réel des milliardaires à travers le monde pourrait être trois fois plus élevé, alors que beaucoup d'entre eux dissimulent leur richesse. *"Certaines personnes font délibérément de leur richesse un secret car... elle est accumulée par des moyens illégaux"*, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, ajoutant que *"d'autres préfèrent simplement garder un profil bas"*. Hoogewerf a par le passé compilé la liste du magazine Forbes.

Commentaire.

Il est vrai que lorsque Forbes attribue seulement 2,7 milliards de dollars à David Rockefeller, on a envie de dire qu'ils ont dû oublier deux zéros... avant la virgule évidemment.

Comment les besoins insatiables de ces monstrueux parasites qui accaparent les richesses produites pourraient-ils être compatibles avec ceux grandissants de plus de 7 milliards d'hommes, femmes et enfants ? C'est impossible évidemment, d'où la situation mondiale, l'orientation de la politique de l'oligarchie internationale qui conduit au chômage de masse, à la généralisation de la précarité et de la pauvreté sur tous les continents... On a là les fondements du capitalisme et de sa crise qui conduisent infailliblement à son effondrement, à la guerre, à la barbarie...

Un article [lemonde.fr](http://lemonde.fr) du 4 mars 2013

### A Abou Dhabi, 94 opposants traînés devant la justice. (05.03)

**En 2011, Amnesty International avait donné un nom de code aux cinq citoyens émiratis, qui avaient payé de huit mois de prison leur appel à réformer le système politique en vigueur dans leur pays : il s'agissait des "UAE 5", les 5 des "United Arab Emirates" (Emirats arabes unis). Deux ans plus tard, l'organisation de défense des droits de l'homme pourrait bien revoir à la hausse sa terminologie : ce ne sont plus 5 mais 94 militants pro-démocratie qui risquent de faire les frais du peu de goût des dirigeants émiratis pour le pluralisme politique.**

Leur procès pour "*atteinte à la sécurité de l'Etat*", s'est ouvert lundi 4 mars à huis-clos, devant la Cour suprême fédérale d'Abou Dhabi, au terme d'une instruction entachée d'irrégularités, durant laquelle les prévenus, emprisonnés par vagues successives depuis mars 2012, ont subi de nombreux mauvais traitements.

*"Il semble que les autorités des Emirats arabes unis s'apprêtent à traîner des dizaines de leurs concitoyens (...) devant une parodie de justice"*, s'insurge l'organisation Human Rights Watch (HRW), qui presse le secrétaire d'Etat américain John Kerry, de passage lundi à Abou Dhabi, à aborder ce sujet avec ses hôtes.

#### DIFFUSION DE "MENSONGES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX"

Officiellement, les "*UAE 94*" sont accusés de complot visant à s'emparer du pouvoir dans cette fédération de sept émirats, pilotée depuis Abou Dhabi, la capitale du plus puissant d'entre eux. Une "*organisation secrète*", "*en lien avec les Frères musulmans*", qui mène des "*réunions clandestines*", "*dissémine ses mensonges sur les réseaux sociaux*", tente de mettre sur pied "*une branche militaire*" et sous couvert de "*vertu islamique*" "*pénètre tous les rouages de l'Etat*" : la presse officielle agite sans grande subtilité l'épouvantail de la subversion islamiste, téléguidée depuis Le Caire par les Frères musulmans, la bête noire des monarques émiratis.

Depuis la chute de Hosni Moubarak, leur ancien allié égyptien, en février 2011, ceux-ci redoutent que les révoltes arabes ne se propagent jusqu'à chez eux et ne viennent troubler leur prospérité, fondée sur la rente pétrolière et la main-d'œuvre immigrée.

Seule l'identité de 64 des 94 accusés a été rendue publique. Il s'agit de professeurs d'université, d'avocats, de juges et d'étudiants, qui pour certains sont membres ou sympathisants d'Al-Islah, une formation islamiste non-violente, affiliée aux Frères musulmans, que le régime, en ces temps troublés, ne semble plus disposé à tolérer.

#### DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

On trouve parmi eux des signataires de la pétition du 3 mars 2011, lancée par certains des "*UAE 5*", qui demandait de transformer le Conseil national fédéral, le pseudo-Parlement des Emirats, en une chambre dotée de véritables pouvoirs législatifs. Sur le banc des accusés, figurent également des militants bien connus des droits de l'homme, comme l'avocat Mohamed Al-Roken, membre de l'association internationale des juristes, qui a défendu pendant de nombreuses années d'autres opposants détenus arbitrairement, déchus de leur nationalité ou encore déportés.

Jusqu'au mois de février, assure HRW, ces détenus ont été privés de toute assistance juridique. Lorsqu'une rencontre avec un avocat a finalement été autorisée, un représentant du procureur assistait à la conversation, en violation de la confidentialité qui sied à ces échanges. Le plus souvent, les avocats n'ont pas eu accès aux dossiers et aux charges exactes qui pèsent contre les accusés, dont le lieu de détention est maintenu secret.

#### ISOLEMENT PROLONGÉ

Leurs familles font par ailleurs état de mauvais traitement, sous la forme d'isolement prolongé, d'insultes de la part des gardes et d'exposition à des éclairages très forts. A une audience de procédure, au mois de

septembre, plusieurs détenus sont apparus désorientés, hagards, et pour certains à peine capables de marcher. Les comptes en banque de certains d'entre eux ont été gelés, de même que ceux de leurs épouses, plongeant leurs familles dans de grandes difficultés financières.

Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme, qui redoutent un procès inéquitable, ont envoyé des observateurs à Abou Dhabi. Mais aucun n'a été autorisé à pénétrer dans la salle d'audience. Samedi, la française Noémie Crottaz, représentante de l'organisation Al-Karama, basée à Genève, avait été refoulée à son arrivée à l'aéroport d'Abou Dhabi.

L'accès à la totalité de l'article est protégé Déjà abonné ? Identifiez-vous : désolé, faute de contributeurs financiers, c'est au-dessus des moyens de notre portail.

## Un article lemonde.fr du 4 mars 2013

### L'Irlande veut transférer une partie de la dette de ses banques à l'Europe. (05.03)

**L'Irlande accentue la pression pour transférer une partie de la dette de ses banques à l'Europe, une décision qui lui permettrait de faciliter sa sortie du plan de sauvetage financier à la fin de l'année.**

Michael Noonan, le ministre de l'économie irlandais, a réitéré une nouvelle fois sa demande, mercredi 27 février, lors d'une rencontre avec un groupe de journaux étrangers, dont Le Monde : *"L'Europe s'est engagée, le 29 juin 2012, à briser le lien entre les dettes souveraines et bancaires ; cet engagement tient toujours"*, rappelle-t-il.

Selon lui, le transfert pourrait porter sur un maximum de 28 milliards d'euros, pris en charge par le Mécanisme de stabilité européen (MSE) : le fonds de secours mis en place en 2012 pourrait en principe recapitaliser directement les banques, selon des modalités qui divisent encore les Etats de la zone euro. Mais Berlin et la Banque centrale européenne (BCE) bloquent cette demande.

Le débat remonte à la décision controversée, prise par Dublin à l'automne 2008, de se porter garant des banques pour enrayer la panique financière. Résultat, la faillite bancaire a été transférée à l'Etat et lui a coûté 64 milliards d'euros, l'équivalent de 40 % du produit intérieur brut (PIB), somme énorme pour ce petit pays.

#### LA DOUCHE FROIDE

Ce geste, décidé dans l'urgence, s'était fait sous la pression de l'Europe et de la BCE, qui craignaient qu'une faillite des banques irlandaises ne se propage au reste du continent. Beaucoup d'Irlandais estiment qu'ils paient très cher pour avoir contribué à sauver l'Europe. Ils demandent qu'une partie de la dette bancaire soit partagée avec le reste de la zone euro.

Le 29 juin 2012, Dublin pensait avoir obtenu une avancée décisive. L'Eurogroupe affirmait alors : *"Il est impératif de casser le cercle vicieux entre les banques et le souverain (...). L'Eurogroupe va examiner la situation du secteur financier irlandais."*

Mais fin septembre 2012, c'est la douche froide. Dans un communiqué conjoint, les ministres de l'économie de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Finlande semblaient revenir en arrière : le MSE pouvait aider à recapitaliser les banques en cas de crise, mais pas de façon rétroactive : *"Les actifs hérités du passé doivent être de la responsabilité des autorités nationales."*

#### GARE À LA RECHUTE

L'Irlande réplique qu'il n'est pas question de demander à l'Europe de prendre en charge tout son plan de sauvetage bancaire. Elle accepte de conserver les dettes des banques qui ont fermé, faisant complètement faillite. Mais elle voudrait transférer ses participations dans les établissements qui existent encore – Allied Irish Bank, Bank of Ireland et Permanent TSB.

Les actions de ces trois banques demeurent cotées. Dublin les a achetées 28 milliards d'euros, mais elles ne valent plus que 8 milliards au cours actuel. L'Irlande suggère que le MSE rachète ces participations, à un prix qui reste à déterminer. Ce serait un simple transfert d'actifs, qui permettrait au pays de réduire son exposition au risque bancaire.

A part le blocage de Berlin et de la BCE, presque tout le monde y est favorable. *"Il est important que l'Europe concrétise son engagement du 29 juin"*, dit Peter Breuer, le représentant du Fonds monétaire international pour l'Irlande.

#### "L'UNION EUROPÉENNE DOIT TENIR SES PROMESSES"

De passage à Dublin le 28 février, Martin Schulz, le président du Parlement européen, lui-même Allemand, va dans le même sens : *"Les Irlandais ont payé cher pour arrêter la crise européenne (...). L'Union"*

*européenne doit tenir ses promesses.*" Et Olli Rehn, le commissaire chargé des affaires économiques, tenait quelques jours plus tôt des propos similaires.

Une telle transaction assurerait de façon presque certaine à l'Irlande de sortir d'ici à la fin de 2013 du plan de sauvetage du FMI et de l'UE, signé fin 2010. Si le pays est bien engagé sur cette voie, une rechute de son secteur bancaire n'est pas écartée et pourrait mettre en danger son rétablissement.

Même le FMI le dit : le transfert "*réduirait le risque que l'Irlande continue à avoir besoin de l'assistance officielle du FMI et de l'UE après fin 2013*", affirme M. Beuer. De quoi faire de ce pays la première success story dont la zone euro a tant besoin.

Un article de okeanews.fr du 28 février 2013

### Grèce : quand la droite du premier ministre A. Samaras rejoint l'idéologie de l'Aube Dorée. (05.03)

**85 députés du parti de la droite "conservatrice" Nouvelle Démocratie ont déposé un texte qui entend privilégier la " loi du sang " pour entrer dans la police ou dans l'armée du pays. Avec cet amendement, il ne suffira plus d'être citoyen grec pour accéder à ces fonctions, il faudra aussi être de « souche grecque ». Cette initiative révèle encore un peu plus le vrai visage du parti du premier ministre Antonis Samaras, qui rallie l'extrême droite et affiche son mépris des droits de l'homme et des citoyens.**

*"Le temps est venu de régler par la loi la question de genos pour ceux qui s'inscrivent dans les académies militaires. Ils doivent être grec par genos "*

L'expression "grec par genos" est un critère couramment utilisé, mais plutôt vague de "grécité". Le mot "genos" ( dans son sens le plus large peut être traduit par filiation, race, de sang, de lignée, de souche etc. Définir quelqu'un comme "grec par genos" peut signifier "grec de naissance", "grec par le sang", "né de parents grecs", "de lignée grecque", "grec ethnique" ou toute variation de ce qui précède, en fonction de l'intention politique de l'orateur. Pour l'extrême-droite, il peut aller aussi loin que définir "quelqu'un qui a de l'ADN grec".

Remise en cause de la loi sur la naturalisation

Outre le fait que Kostarakos, comme figure militaire supérieure en Grèce, puisse ou non avoir le droit de commenter publiquement des questions de politique, son intervention est arrivée dans un contexte où la question de l'identité nationale est vivement débattue en Grèce. En 2010, le ministre de l'Intérieur de l'époque Giannis Ragousis (PASOK) a proposé au parlement la loi 3838/2010 qui a établi un certain nombre de critères pour les enfants de parents immigrés pour obtenir la nationalité grecque. Les catégories d'enfants immédiatement admissibles à la citoyenneté grecque en vertu de cette loi comprenaient des enfants nés en Grèce de parents immigrés, qui ont tous deux vécu en permanence et légalement en Grèce depuis au moins 5 ans au moment de la demande de citoyenneté, et les enfants qui avaient terminé 6 années d'études dans le système éducatif grec tout en résidant en permanence et légalement en Grèce. Cette loi permettait de faciliter la naturalisation qui était quasiment impossible avant.

Durant la campagne électorale, Antonis Samaras s'était engagé à repousser cette loi en affirmant que cela contribuerait à la lutte contre la criminalité. Il avait également indiqué que "les immigrés sont les tyrans de la société grecque". Après sa victoire aux élections de 2012, la mise en place de l'opération "Xenius Zeus" (le dieu grec de l'hospitalité - une sémantique qui en dit long) confirmera une position déjà extrême concernant l'immigration. Jusqu'à 60 000 immigrés ont été détenus durant les raids de la police depuis l'été dernier. 4.200 ont été arrêtées pour des infractions. Une décision qui a été critiquée par Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits de l'homme.

Depuis, la loi sur la naturalisation a été invalidée par le Conseil d'Etat, qui a annoncé le 14 novembre 2012, qu'il la jugeait inconstitutionnelle. La décision du Conseil d'État, qui a finalement été publiée le 6 février 2013, précise que l'exigence minimale pour un résident étranger pour se faire naturaliser doit être de montrer la preuve d'un «lien réel avec la société grecque et l'Etat grec», qui ne pourrait pas être démontré de manière adéquate par des critères formels tels que le nombre d'années de résidence ou d'éducation en Grèce. Le gouvernement de Samaras avait annoncé avant même la publication officielle que toutes les naturalisations seraient suspendues.

Il est inutile de préciser que le sujet de la naturalisation fait partie des thèmes de prédilection du parti nazi Aube Dorée, dont le slogan "Sang, Honneur, Aube Dorée" rappelle des temps bien sombres. De plus, l'impunité dont profite les membres du parti néonazi Aube Dorée depuis des mois maintenant pose de nombreuses questions sur la volonté réelle de l'Etat de lutter contre les violences racistes et les dérives fascistes.

La Nouvelle Démocratie intègre des éléments pro-junte dans son groupe parlementaire

Le parti d'Antonis Samaras avait intégré, pendant la campagne électorale de 2012, des membres de l'ancienne extrême droite du LAOS (lire ici).

Makis Voridis, par exemple, ancien membre du parti d'extrême droite LAOS est actuellement le porte parole du groupe parlementaire de la Nouvelle Démocratie. Voridis se lance en politique en 1985 en tant que chefs des jeunes de l'Union Politique Nationale, un parti d'extrême droite pro-Junte fondé par le dictateur Papadopoulos depuis sa cellule. Notons que son prédécesseur à ce poste n'était autre que N. Michaloliakos, l'actuel chef du parti néonazi Aube Dorée. Après plusieurs échecs à des élections législatives, Voridis a rejoint le LAOS en 2007, s'est fait élire et fut nommé ministre en 2011 dans le gouvernement de "technocrates" de L. Papademos. En février 2012, il est exclu du LAOS mais Papademos lui demande de rester ministre et il adhère à la Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras.

Adonis Georgiadis, qui faisait à la radio la promotion d'ouvrages nationalistes et national-socialistes quand il était journaliste, fut nommé ministre adjoint au développement par Papademos en novembre 2011, et quittera le LAOS pour la Nouvelle Démocratie en février 2012.

Konstantinos Kiltidis, qui a rejoint lui aussi la Nouvelle Démocratie en 2012, a commencé sa carrière en 1973 au sein du Parti du 4 Août (en référence au coup d'état fasciste de Metaxas en 1936).

Thanos Plevris a rejoint la Nouvelle Démocratie en mai 2012. Il n'est autre que le fils de Konstantinos Plevris, souvent considéré comme le père du néo-nazisme grec, puisqu'en 1960 il fonde avec d'autres le parti du 4 Août, un parti fasciste qui soutient ouvertement la dictature des années 1967-1974. C'est dans ce parti que Konstantinos Kiltidis (voir plus haut) et N. Michaloliakos (Aube Dorée) ont fait leurs premiers pas en politique. Il se trouve aussi être l'auteur du livre "*Les Juifs : toute la vérité*", pour lequel il est condamné pour racisme, puis acquitté par la Cour Suprême.

Cette radicalisation n'a cessé de se confirmer mois après mois, par l'attitude du gouvernement concernant ses positions sur l'immigration mais aussi par celle du ministre de l'ordre public Nikos Dendias. Interrogé récemment par Unfollow concernant les violences policières, N. Dendias a avoué de ne pas avoir lu le rapport d'Amnesty International qui est pourtant alarmant. En octobre dernier, des manifestants antifascistes ont été torturés par la police à Athènes lors de leur détention. Il y a quelques semaines, la police grecque a modifié les photos prises de 4 détenus, pour selon les termes de N. Dendias, "*permettre qu'ils soient reconnaissables*". Un aveux qui en dit long.

Le parti du premier ministre propose une loi intégrant la notion de "*grec par genos*"

Une nouvelle étape vient d'être franchie cette semaine : 85 parlementaires, soit les deux tiers des membres élus de la Nouvelle Démocratie, proposent un amendement à un projet de loi présenté par le ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses, de la culture et des sports sur la ratification "*de l'accord entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria sur les droits économiques, scientifiques et la coopération technologique*".

#### Préambule

En raison de la particularité des questions qui ont à voir avec notre sécurité nationale par rapport aux autres pays européens, mais aussi concernant le problème de l'immigration clandestine qui frappe notre pays, ainsi que la récente loi sur la nationalité et ses conséquences, il est souhaitable que genos soit réintégré comme critère de sélection dans toutes les académies militaires et de police comme un pré-requis pour l'admission, avec une exception pour couvrir les besoins spécifiques jugés nécessaires par l'état-major général.

#### Article

Les candidats aux instituts supérieurs d'études militaires (ASEI), aux académies militaires pour les sous-officiers (ASSY), aux académies de police et aux académies de formation des autorités portuaires et gardes côtières grecques doivent être grecs par genos et par nationalité. Les grecs Omogeneis [la diaspora] qui ne sont pas ressortissants grecs sont également admissibles et obtiendront la nationalité sans autre formalité lors de l'inscription. Le chef de chaque branche ou d'organisme [des forces armées] peut décider d'autoriser,

de manière à couvrir des besoins spécifiques, les inscriptions des candidats qui ne sont pas Grecs par *genos*, à condition que celles-ci ne dépassent pas le nombre de deux (2) par académie.

Parmi les signataires de la proposition, on retrouve bien sur les éléments les plus extrêmes du parti d'Antonis Samaras, ce qui éclaire sur la manière dont le terme "*grec par genos*" est utilisé ici. Le parti nationaliste des grecs indépendants de P. Kammenos et le parti néo-nazi de N. Michaloliakos Aube Dorée ont bien entendu applaudit cette initiative et ont annoncé leur soutien pour le vote de ce texte.

Triomphante, Aube Dorée a déclaré le 25 février :

*"Il n'y a aucun besoin de plus amples commentaires pour souligner que ceci est une nouvelle grande victoire pour Aube Dorée et une nouvelle concession pour la Nouvelle Démocratie, qui suit maintenant clairement notre agenda politique dans sa vaine tentative de limiter la perte de ses électeurs vers l'Aube Dorée".*

Très vives critiques de l'opposition et des autres partis de la coalition gouvernementale

Le parti de l'opposition SYRIZA a vivement critiqué l'amendement (voir ici et là), ainsi que les deux partis membres de la coalition gouvernementale, le PASOK et la Gauche Démocratique. La déclaration du PASOK a souligné que la législation antérieure exigeant que les candidats aux académies militaires soient "*grecs par genos*" avait été déclarée inconstitutionnelle et que le seul cas où la Constitution grecque stipule "*genos*" comme critère d'admissibilité est pour la candidature à la Présidence de la République, qui demande une nationalité grecque de son père ou de sa mère. Le PASOK a en outre noté l'absurdité de permettre aux citoyens naturalisés de devenir ministres ou d'effectuer leur service militaire, tout en leur interdisant d'atteindre le grade d'officier, et a qualifié l'intervention du chef des forces armées "*inacceptable*".

La déclaration de la gauche démocratique a été extrêmement brutale dans sa critique envers les 85 députés de la Nouvelle Démocratie qui ont soumis la proposition d'amendement, disant que c'était un symptôme de "*l'obscurantisme de l'époque moyenâgeuse*." La Gauche Démocratique a conclu : "*Ceux qui retournent les forces armées dans un champ de la confrontation idéologique et politique sapent leur unité et leur efficacité en ce temps de crise pour notre pays.*"

En réponse, Aube Dorée a déclaré :

*"L'interdiction des étudiants étrangers dans les académies militaires est une grande victoire pour l'Aube Dorée et est la justification d'une lutte que nous avons menée depuis de nombreuses années. Les uniformes d'honneur des officiers grecs ne peuvent pas être donnés à des Albanais, des Asiatiques et des Africains, et les forces armées de notre pays ne deviendront pas subordonnées à des agents étrangers, car c'était la volonté des dirigeants anti-hellénique décadents. Ces deux parties dégénérés, le PASOK et la gauche démocratique, se sont déjà mis en marge de la politique et de la société. "*

Pour le quotidien Efimerida ton Syndakton (voir la traduction complète de l'article chez roumelie), aucun doute, cela montre "*Le visage hideux de la droite grecque*" :

La quasi totalité du groupe parlementaire de Nea Dimokratia a montré son véritable fondement idéologique, celui d'une droite dure et non repentante, malgré les réactions acerbes de ses partenaires gouvernementaux, en déposant le projet d'amendement relatif aux écoles de la police et de l'armée. Une initiative bien sûr saluée frénétiquement par [le parti néonazi] Chryssi Avgi.

(...)

Le pays emprunte des routes dangereuses, sur lesquelles paradent en grandes pompes les 85 députés de Nea Dimokratia et les ultranationalistes de Chryssi Avgi. Voilà un gouvernement qui essaye, dit-il, de nous sortir de la crise, tout en nous menant vers une autre crise dangereuse, celle de l'identité. Une initiative totalement anticonstitutionnelle, selon le PASOK, un obscurantisme moyenâgeux pour le DIMAR [Gauche démocratique].

(...)

D'un pas régulier, le gouvernement montre que son intérêt pour la politique centriste était un pur artifice pré-électoral. Dans le triumvirat qu'il forme désormais avec les Grecs Indépendants et Chryssi Avgi, il présente son vrai visage : figé, impassible, dur et antidémocratique. Voilà la droite.

Avec l'appui du parti des grecs indépendants et de l'Aube Dorée, l'amendement peut recevoir un total de 123 voix, assez loin des 151 voix nécessaires pour valider la loi. Il reste possible, quoique peu probable, que l'amendement soit adopté, si 28 des 44 autres députés de la Nouvelle Démocratie votent en sa faveur.

Même si le texte ne passe pas lors vote qui aura lieu aujourd'hui, une nouvelle étape vient d'être franchie dans le schéma politique grec. La Nouvelle Démocratie, encore présentée par la vaste majorité des médias comme une droite "*conservatrice*", montre pourtant une idéologie toujours plus orientée vers son extrême. Il est grand temps de changer de sémantique.

"*Sang, Honneur, Nouvelle Démocratie*" : le prochain slogan du parti du premier ministre Antonis Samaras ?

Commentaire.

Pourquoi pas, pourquoi devrait-il se gêner quand on observe que ses opposants donnent la parole au PASOK et à DIMAR qui gouvernent avec lui contre le peuple grec, qui en sont les complices ?

## Un article lesechos.fr du 5 mars 2013

### Le report de l'âge légal a fait bondir la population active en 2012. (06.03)

#### L'étude « *Emploi et Salaires* » de l'Insee montre les effets de la hausse prononcée du taux d'activité des seniors.

La population active continue de progresser fortement en France. Mais ce n'est plus lié à la démographie, comme ce fut le cas pendant des décennies. Comme le souligne l'Insee dans son étude annuelle « *Emploi et Salaires* » publiée ce matin, « *le recul de l'âge de départ à la retraite accroît fortement le taux d'emploi des seniors et soutient à lui seul la croissance de la population active* ». Alors que l'effet démographique, pour la première fois, s'avère négatif en 2012 : l'évolution du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans entre le troisième trimestre 2011 et la même période de 2012 fait diminuer la population active de 36.000 (voir graphique), contre un effet moyen de + 150.000 actifs par an entre 2003 et 2010. Les premières générations du baby-boom arrivent en effet à l'âge de 65 ans.

Mais dans le même temps, l'augmentation du taux d'activité fait grimper la population active de 253.000 personnes, ce qui conduit à une hausse nette de 217.000 actifs, pour une population active estimée à 28,385 millions de personnes âgées de 15 ans à 64 ans à la fin du troisième trimestre (dernier chiffre connu). Cette progression du taux d'activité est elle-même liée uniquement à l'évolution observée au-delà de 50 ans (en dessous, le taux diminue depuis plusieurs années). « *Entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2012, le taux d'activité des seniors (50-64 ans) est passé de 56,7 % à 61,3 %* », souligne l'Insee, qui pointe l'effet des reculs de l'âge de la retraite depuis juillet 2011. La hausse de l'activité des seniors a contribué à accroître la population active de 190.000 personnes par an depuis trois ans.

Cette progression notable depuis la mi-2011 se cumule avec le recul de l'emploi observé depuis la même date (le marché de l'emploi s'est retourné à l'été 2011), « *si bien que le chômage est reparti à la hausse, passant de 9,1 % au deuxième trimestre 2011 à 9,9 % au troisième trimestre 2012 en France métropolitaine* », ajoutent les auteurs.

Entre 60 et 64 ans, le taux d'actifs tombe à 20 %

Et la hausse du taux d'activité n'est pas terminée. Car l'âge légal de la retraite va continuer d'augmenter rapidement d'ici à 2017, et la part des seniors en activité reste inférieure à la moyenne européenne : entre 55 et 59 ans, la France est proche de la moyenne (69 % d'actifs fin 2011 contre 70 %) mais l'écart est important entre 60 et 64 ans (20 % d'actifs contre 36 %).

Au passage, l'Insee fait un rappel historique intéressant : le taux d'activité des seniors était plus élevé dans les années 1970 et a chuté par la suite (retraite à 60 ans, préretraite, etc.) : le taux d'activité des 60-64 ans revient ainsi aujourd'hui à son niveau de... 1985.

L'étude souligne aussi l'augmentation du taux de chômage des seniors depuis 2008, même si celle-ci est de même ampleur que la hausse globale du taux de chômage. Parmi les 55-59 ans sans emploi, ce sont surtout les anciens employés ou ouvriers qui souhaiteraient travailler.

Commentaire.

Que cherchent-ils : à maintenir un chômage de masse, que les vieux crèvent au boulot pour ne pas avoir à leur verser de retraite, que les jeunes soient au chômage et versent dans la délinquance pour justifier leur arsenal répressif ? Les trois à la fois sans doute, plus la société sera pourrie et plus cela fait leur affaire, ils sont comme cela.

## Un article l'AFP du 5 mars 2013

### Violences aux urgences: exaspération à l'hôpital Nord de Marseille. (06.03)

Violence des patients, agressivité des proches: des médecins et infirmiers de l'hôpital Nord de Marseille ont exprimé mardi leur exaspération, après la multiplication d'actes de violence ces derniers mois dans le service des urgences de l'établissement.

Dimanche, un homme mécontent d'un certificat médical a menacé le médecin qui l'avait soigné de revenir "avec une kalachnikov", s'il n'obtenait pas le nombre de jours d'arrêt souhaité. Il est actuellement recherché par les services de police, qui ont ouvert une enquête.

Lundi, c'est un homme et son frère, blessés dans un accident de la circulation qui ont créé l'incident. L'un d'eux, qui ne supportait pas d'attendre, a cassé une porte à coups de poing, a expliqué mardi le Dr Philippe Jean, chef du service des urgences de l'hôpital Nord, lors d'un point de presse. Deux vigiles de l'établissement ont été blessés dans l'altercation.

La direction de l'hôpital et les deux vigiles ont porté plainte, et les deux frères ont été interpellés par la police, puis placés en garde à vue pour violences volontaires en réunion et dégradation. Ils devraient être présentés mercredi au procureur de la République.

"Nous enregistrons malheureusement un accident par mois de cette gravité", a déploré mardi le directeur de l'hôpital, Gilles Halimi.

Dans les couloirs des urgences de l'établissement, situé dans les Quartiers nord, dans une zone parmi les plus défavorisées de Marseille, beaucoup confient avoir subi des violences verbales ou physiques.

Ainsi Maéva Delaveau, médecin urgentiste depuis 10 ans à Marseille, qualifie ces actes de violences de "complètement délirants". "Il y a quelques semaines, un patient n'était pas satisfait de son certificat médical, alors il m'a craché dessus. Il voulait une semaine de plus et a essayé de me frapper", dit-elle.

"Une autre fois, se souvient-elle, il y avait un patient qui voulait que je le soigne mais pas que je l'examine. Donc quand j'ai commencé à vouloir regarder son pansement, il m'a frappée".

L'hôpital Nord n'est pas un cas isolé et à l'échelle nationale, 5.760 faits de violence ont été signalés en 2011, selon les derniers chiffres de l'Observatoire national des violences en milieu de santé, cités par l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille. Dans 51% des cas il s'agit de violences physiques, soit une hausse de 4% par rapport à 2010, selon la même source.

Les trois services les plus touchés sont la psychiatrie (25%), les urgences (15%) - en augmentation de 1,5% - et la médecine générale (12%).

"On le vit très mal, on a l'impression d'être incompetent. On n'est pas en quantité suffisante pour répondre rapidement à toutes les attentes. On fait ce qu'on peut pour prendre en charge (les malades) au plus vite", témoigne Virginie Louviaux, infirmière depuis un an au service des urgences.

"Il faudrait une sécurité plus soutenue, par exemple des renforts de police de temps en temps, parce que face à nous on a des gens armés", ajoute-t-elle.

De nombreuses infirmières qui sont de garde de nuit expliquent "avoir la boule au ventre au moment de prendre leur service", dit l'une d'elles.

Pour le Dr Jean, "la violence urbaine est désormais importée à l'hôpital. Il n'y a plus de respect de l'institution."

Parmi les facteurs de crises, les équipes citent le non-respect des règles de visite, et le fait que le nombre d'accompagnants dépasse souvent la règle d'un seul par box de soins. Le respect de cette mesure éviterait "*des débordements inutiles*", souligne le Dr Jean.

## Un article L'Expansion.com du 5 mars 2013

### L'optimisation fiscale de Google fait scandale au Royaume-Uni. (06.03)

**On en sait un peu plus sur les montages financiers de Google, qui lui ont permis d'évacuer vers les Bermudes plus de 9 milliards de dollars de revenus en 2011. Hors Etats-Unis, le groupe ne paierait que 3,2% d'impôts sur les sociétés.**

Le fisc britannique n'en a pas fini avec l'évasion fiscale des multinationales. Après avoir fait plier Starbucks et obtenu des révélations d'Amazon, il s'est procuré de nouveaux renseignements confondants de la part de Google, explique le Daily Mail. David Cameron s'est saisi du dossier et a fait parvenir une lettre aux dirigeants du G8, dont il vient de prendre la présidence tournante, insistant en faveur d'une action concertée pour lutter contre l'optimisation fiscale.

Des documents officiels montrent que Google a fait transiter 6,1 milliards de livres (9,2 milliards de dollars) par les Bermudes en 2011, une somme doublée en trois ans, ce qui lui a permis de réduire de moitié, de l'ordre d'1,5 milliard de dollars, le montant de ses impôts sur les sociétés en 2011. Pour le Royaume-Uni, cela s'est traduit cette année là par un montant payé d'un peu plus de 9 millions de dollars, alors que près de 4 milliards de dollars de chiffre d'affaires s'évaporeaient vers les Bermudes.

La technique utilisée est la même partout. Les filiales locales facturent des services publicitaires au siège irlandais, qui à son tour paye des royalties à une holding néerlandaise (c'est le double sandwich irlandais-hollandais), payant ses taxes dans les Bermudes. Apple utilise un montage similaire, mais en bout de course on trouve les Iles Vierges au lieu des Bermudes.

Grâce à ces montages sophistiqués, Google a réussi à limiter son taux d'imposition mondial moyen, hors Etats-Unis, à 3,2% en 2012, explique le Daily Mail. Or, dans les pays européens dans lesquels il est présent, et où se situe la majeure partie de son activité, les taux d'imposition varient entre 26% et 34%.

## Un article l'expansion.com du 6 mars 2013

### 10 chiffres sur les salaires des Français. (08.03)

**Vaut-il mieux travailler dans le public ou dans le privé? Dans une grande entreprise ou une PME? Quel secteur rémunère le mieux? Les réponses tirées de l'édition 2013 de l'étude "Emploi et salaires" de l'Insee, publiée ce mercredi 6 mars.**

En 2010, le salaire moyen d'un travailleur à temps plein s'élevait à 25.020 euros dans le privé et 29.100 euros dans la fonction publique d'Etat, selon l'Insee.

**+0,2%:** c'est la progression du salaire mensuel par tête (qui prend en compte l'ensemble des rémunérations perçues par les salariés, notamment les primes, l'intéressement et la rémunération des heures supplémentaires) en 2012, dans le privé. En 2011, le SMPT avait progressé de 0,4%. Dans le public, le salaire moyen par tête s'est replié de 0,3% en 2011.

(Cela ne concerne pas les plus mal lotis, des millions et millions de travailleurs qui n'ont pas de primes, pas d'intéressement et qui n'ont pas fait d'heures supplémentaires - Ndlr)

**20.720 euros:** c'est le salaire annuel médian en équivalent temps plein d'un actif français en 2010, soit 1726 euros par mois. Cela veut dire que la moitié des salariés français gagne plus, la moitié gagne moins. Si l'on intègre les personnes travaillant à temps partiel ou travaillant moins de 12 mois par an, cette médiane tombe à 17.500 euros, soit 1458 euros en moyenne par mois.

(Estimation qui ne veut rien dire. - Ndlr)

**25.020 euros:** c'est le salaire net annuel moyen en 2010 d'un salarié du privé travaillant à temps plein, soit 2085 euros nets par mois, en hausse de 0,5% sur un an (contre +1,1% en 2009). Ce salaire varie de 18.080 euros pour un employé à 47.550 euros pour un cadre.

(Estimation qui ne veut rien dire. - Ndlr)

9.430 euros: c'est la différence de salaire entre un salarié d'une TP et un salarié d'une grande entreprise. En 2010, le salaire annuel net moyen était de 20.190 euros dans TPE, 24.130 euros dans les PME, 27.080 euros dans les ETI et 29.620 euros dans les grands groupes. Ce fort écart s'explique par la structure des emplois: les grandes entreprises emploient plus de cadres, mais aussi et surtout parce que le salaire augmente clairement avec la taille de l'entreprise. Ainsi, un cadre d'un grand groupe gagne en moyenne 50.000 euros par an, contre 37.300 euros pour un cadre de TPE.

(Cela confirme ce que nous savions et disions entre les couches les plus mal loties et l'aristocratie ouvrière. - Ndlr)

**5.900 euros:** c'est le revenu salarial annuel net moyen des salariés employés par des particuliers. Près de 1,7 millions de personnes ont travaillé pour des ménages en 2010, la plupart (1,35 million) au domicile des employeurs (garde d'enfants, ménages, aides à domicile, etc.). Ce sont majoritairement des femmes (89%) âgées de plus de 50 ans (40%). La moitié des salariés de particuliers employeurs a gagné moins de 4.000 euros l'an en 2010. Il existe des écarts importants de rémunérations entre les femmes de ménages (3.860 euros en moyenne par an) et les assistantes maternelles (10.060 euros).

(L'esclavage des temps modernes. Ndlr)

**35.230 euros:** c'est le salaire annuel net moyen en 2010 dans le secteur des services mixtes, qui regroupe à la fois les services aux entreprises et aux particuliers. C'est 41% de plus que le salaire moyen dans le privé. Ce secteur emploie 1,8 million de personnes, dont 47% dans la finance et l'assurance. La proportion de cadres dans ce secteur est de 44% contre 18% en moyenne tous secteurs confondus. Le deuxième secteur qui rémunère le mieux est l'industrie (26.650 euros net annuels en moyenne). Le secteur le moins rémunérateur est le commerce (22.800 euros), en raison d'un plus fort recours aux temps partiels féminins.

(Cela confirme ce que nous savions et disions entre les couches les plus mal loties et l'aristocratie ouvrière, dont la finance, les banques et les assurances. - Ndlr)

**29.110 euros:** c'est le salaire annuel net moyen d'un fonctionnaire de l'Etat en 2010, en hausse de 0,7% sur un an. Le salaire des fonctionnaires de catégorie A (équivalent des cadres dans le privé), soit 56% des effectifs de l'Etat, est supérieur de 47% aux agents de catégorie C (équivalent des ouvriers 30% des effectifs). Les fonctionnaires de l'Etat sont beaucoup mieux lotis que leurs collègues de la fonction publique territoriale, où le salaire annuel net moyen s'élève à 21.550 euros, et que les agents de la fonction publique hospitalière (26.200 euros net par an en moyenne).

(Les fonctionnaires de l'Etat sont des privilégiés, le fond de commerce des syndicats bourgeois qui assurent la stabilité du régime avec les retraités et l'aristocratie ouvrière. - Ndlr)

**34.920 euros:** c'est le salaire annuel net moyen des non salariés, hors agriculteurs et auto-entrepreneurs. C'est toutefois dans cette catégorie que les disparités de salaires sont les plus fortes: le salaire médian est de 20.150 euros par an. 11% des non salariés ont en effet un revenu d'activité nul, parce qu'ils n'ont pas dégagé de bénéfice ou parce qu'ils se rémunèrent sous forme de dividende. A l'opposé, 10% des non salariés dégagent un revenu annuel supérieur à 80.430 euros par an. Les activités les plus rémunératrices sont les professions juridiques (plus de 100.000 euros annuels) et les pharmaciens (plus de 90.000 euros); les moins rémunératrices sont les arts et spectacles, la coiffure et les taxis (moins de 17.000 euros annuels).

**4.080 euros:** c'est le revenu d'activité annuel moyen des auto-entrepreneurs actifs, au nombre de 340.000 fin 2010 (c'est deux fois plus qu'en 2009).

**20%:** c'est l'écart de salaire entre les hommes et les femmes dans le privé en 2010. Dans le public, cet écart se réduit à 13%. Le salaire net annuel moyen d'une femme dans le privé était de 21.833 euros en 2010, contre 27.235 euros pour les hommes. Dans le public, le salaire annuel d'une femme était de 24.166 euros contre 27.812 euros pour un homme. Cette situation est due pour partie à la structure des emplois, les femmes étant moins nombreuses à être cadre. Mais même au sein de chaque catégorie socioprofessionnelle, un écart persiste: le salaire des femmes cadres est inférieur de 23% à celui des hommes cadres dans le privé et de 17% dans le public.

Commentaire.

Quand on compare ces salaires avec ceux en Grèce qui étaient comparables à ceux affichés ici en 2008 et qui depuis ont été divisés par deux ou plus, on comprend pourquoi les uns descendent dans la rue tous les jours et les autres ne se sentent pas vraiment concernés, en plus de leur ignorance...

## Un article lemonde.fr du 6 mars 2013

### Une construction européenne kafkaïenne. (08.03)

Par André Grjebine, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po

Comment expliquer qu'après avoir promis la croissance et le bien-être pour tous, l'Union européenne (UE) soit devenue cette union d'Etats dont les gouvernements désemparés s'avèrent incapables de faire face à la crise ? Comment est-on passé de Keynes à Kafka ?

C'est là que vient à l'esprit une question qu'on ose à peine formuler : aussi habile, aussi nécessaire même qu'il ait pu paraître, la mise entre parenthèses du politique n'est-elle pas le ver dans le fruit qui a pourri la construction européenne ? Elle a soumis la communauté en formation à une loi sociologique qui veut que les structures bureaucratiques n'aient pour fin que leur propre expansion, à la fois en élargissant sans cesse leur sphère d'action et en accaparant toujours plus de pouvoir dans un nombre toujours plus grand de domaines de compétence. La règle s'est ainsi imposée selon laquelle devait être considéré comme bon tout ce qui allait dans le sens de l'intégration et du consensus, mauvais tout ce qui allait en sens contraire. L'objectif est devenu d'éliminer à tout prix les conflits, en oubliant que la démocratie se nourrit des conflits. Il est vrai que dans ce système les gouvernements démocratiquement élus sont perçus comme des institutions démagogiques, pour ne pas dire des empêcheurs de tourner en rond.

L'indépendance des banques centrales, et singulièrement de la Banque centrale européenne (BCE), est devenue le symbole de ce dessaisissement des Etats. Ce n'était qu'un premier pas. Une étrange constellation s'est constituée, composée d'innombrables institutions communautaires non élues et de gouvernements nationaux. Ces derniers n'ont pas été à proprement parler dépossédés de leur pouvoir, mais ils ne peuvent l'exercer qu'à condition de suivre les normes qui leur sont imposées de l'extérieur. Cet extérieur n'est pas un pouvoir central, ni même un quelconque autocrate, mais une entité aux visages multiples, sans nom et sans contours précis, qui ne tire sa puissance que du mouvement d'expansion qui, une fois impulsé, échappe à tout contrôle.

En mettant en oeuvre une politique de relance communautaire, l'UE aurait pu contrecarrer le discrédit de la politique de la demande, qui à l'échelle nationale bute sur la contrainte extérieure. La plus grande partie des échanges des pays européens ont lieu, en effet, entre ces pays. De surcroît, une relance coordonnée de l'ensemble de la zone euro aurait entraîné une dépréciation de l'euro, favorable à sa balance commerciale avec le reste du monde. Au lieu de quoi, sous l'emprise de l'orthodoxie allemande et du libéralisme ambiant, les règles imposées aux Etats membres n'ont fait que renforcer leur impuissance, sans que la Communauté en prenne le relais.

Les politiques budgétaires ont été enfermées dans un corset juridique. Dans une démocratie, les citoyens sont invités, au moment des élections, à se prononcer sur les résultats obtenus, notamment en matière économique. Dans l'UE, où seul le Parlement européen est élu, mais avec une audience et des pouvoirs encore relativement limités, c'est moins l'efficacité de la politique économique qui est reconnue ou sanctionnée par les citoyens que sa conformité aux règles de droit qui est jugée par des commissaires, des commissions ou des juges. La question est alors de savoir si les critères de Maastricht et d'autres sont respectés et non si la croissance est excessivement faible et si le chômage augmente. La règle d'or que Mme Merkel a imposée à ses partenaires renforce encore ce juridisme.

Le comportement des dirigeants français illustre bien la perversion de la politique à laquelle peuvent conduire le mélange de règles rigides et l'obsession du consensus. En général, les hommes d'Etat définissent une stratégie faite d'avancées et de concessions en fonction des objectifs qu'ils se proposent. Nos dirigeants, mais ils ne sont pas les seuls, ont adopté la démarche inverse : ils sont prêts à sacrifier leurs promesses électorales pour se conformer aux normes qui leur sont imposées. Les concessions ne sont plus pour eux un moyen de parvenir à leurs fins. C'est de faire toutes les concessions nécessaires pour parvenir au consensus qui est devenu leur priorité, quelles qu'en soient les conséquences. Quand, à l'issue du Conseil européen des 7 et 8 février, François Hollande se félicite d'avoir obtenu un compromis, alors qu'il vient d'accepter une réduction du budget communautaire, c'est-à-dire d'avaliser que l'UE s'éloigne encore davantage de la perspective d'une politique de relance, il illustre parfaitement cette inversion des priorités.

Dans tout système qui se veut consensuel, la langue de bois est de règle. Elle est un moyen privilégié pour juguler les velléités de contestation qui pourraient déboucher sur des conflits. Parler de croissance quand on met en oeuvre une politique dont on sait qu'elle va conduire à la stagnation est devenu habituel. De même, les références permanentes à la convergence sont censées effacer la divergence des économies européennes que l'on observe pourtant depuis des années. Enfin, quiconque critique le fonctionnement de l'UE est aussitôt accusé d'être un antieuropéen primaire.

Dans ce contexte, les élections qui viennent de se dérouler en Italie sont symptomatiques du désarroi ambiant. Dans un système démocratique, et même dans une autocratie, le mécontentement populaire peut être dirigé sur une cible : une majorité que l'on peut espérer remplacer, un dictateur dont on attend qu'il soit renversé. Dans un système oligarchique comme celui qui prévaut au sein de l'UE, le pouvoir est suffisamment dilué pour être hors d'atteinte. Il ne reste pour témoigner de son mécontentement que le rejet et le ricanement. De la même façon, dans l'URSS, les anecdotes contre le régime étaient le principal moyen de contestation, un procédé passif et sans risque pour le pouvoir en place... jusqu'à son enlèvement final. C'est ce dont viennent de témoigner les électeurs italiens, las de cet exécutant appliqué des exigences communautaires qu'a été Mario Monti. Beppe Grillo serait-il le triste avenir de l'Union européenne ?

## Un article de Reuters du 11 mars 2013

### L'Iran et le Pakistan inaugurent le chantier d'un gazoduc. (12.03)

Les présidents iranien et pakistanais ont inauguré lundi le chantier de la partie pakistanaise d'un gazoduc qui doit relier à terme les gisements iraniens de South Pars au Pakistan, rapportent les médias iraniens.

La télévision publique iranienne a diffusé des images de Mahmoud Ahmadinejad et Asif Ali Zardari, son homologue pakistanais, se serrant la main et priant ensemble après avoir dévoilé une plaque commémorative.

Ce projet de 7 milliards de dollars, dont les origines remontent aux années 1990, a longtemps été différé, du fait notamment des pressions exercées par les Etats-Unis sur le Pakistan et sur l'Inde, qui était initialement partie prenante.

Ces dix dernières années, Washington a tenté de lier ce projet aux sanctions contre le programme nucléaire iranien, mettant en garde contre le risque d'y participer.

New Delhi s'en est retiré en 2009, arguant de problèmes de coûts et de sécurité - l'année précédente, l'Inde avait signé un accord nucléaire avec Washington. Le Pakistan en revanche est resté impliqué.

Faisant allusion aux Etats-Unis, Mahmoud Ahmadinejad a accusé lundi des "éléments étrangers" de chercher à nuire aux relations de l'Iran avec le Pakistan. "Je veux dire à ces gens que le gazoduc n'a aucun lien avec le dossier nucléaire", a poursuivi le président iranien. "On ne peut pas fabriquer des bombes atomiques avec du gaz naturel. C'est pourquoi ils ne devraient avoir aucune raison de s'opposer à ce gazoduc."

Mais la Bourse d'Islamabad a terminé en baisse de près de 2,5% lundi sur fond de craintes de sanctions américaines parmi les investisseurs.

A Washington, la porte-parole du département américain d'Etat n'a nullement cherché à atténuer ces inquiétudes. "Si ce projet va de l'avant, nous aurons de sérieuses inquiétudes quant au déclenchement de sanctions", a dit Victoria Nuland.

"Cela dit, on nous a annoncé ce gazoduc dix ou quinze fois déjà, nous allons donc voir ce qui va se passer", a-t-elle ajouté.

Selon la chaîne publique iranienne Irib, la construction des 900 km de la partie iranienne du gazoduc est achevée; côté pakistanais, les 750 km sont à construire. Téhéran a accepté de prêter 500 millions de dollars à Islamabad, soit le tiers du coût estimé de la portion pakistanaise, rapporte l'agence iranienne Fars.

Le gazoduc pourrait acheminer vers le Pakistan jusqu'à 21,5 millions de mètres cubes de gaz par jour d'ici à décembre 2014.

## Un article de Reuters du 11 mars 2013

### 230.000 foyers radiés par leur fournisseur d'énergie en 2012. (12.03)

L'abonnement de 230.000 foyers à l'électricité ou au gaz a été résilié en 2012 à l'initiative des fournisseurs d'énergie en raison d'impayés, a déclaré lundi le délégué du Médiateur de l'énergie Bruno Léchevin lors d'un déplacement avec la ministre de l'Energie sur le thème de la précarité énergétique.

L'adoption de la loi sur l'énergie, qui doit définitivement être adoptée lundi soir par l'Assemblée, doit mettre fin aux coupures d'énergie pendant l'hiver mais les résiliations sont un autre phénomène inquiétant, a-t-il dit.

*"Les résiliations à l'initiative du fournisseur sont pour 2012 de l'ordre de 230.000 en gaz et en électricité", a dit Bruno Léchevin, lors d'une rencontre avec des familles touchées par la précarité énergétique à Romainville (Seine-Saint-Denis).*

Ces résiliations sont en hausse de plus de 20% concernant l'électricité et certains ménages endettés peinent à retrouver un accès à l'énergie, a-t-il ajouté.

*"Et le consommateur a parfois du mal à retrouver un fournisseur (...) à tel point qu'on lui conseille de trouver un autre fournisseur sans dire qu'il est en difficulté de paiement, sans dire qu'il a une dette", a ajouté Bruno Léchevin.*

Près de 8 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par la précarité énergétique en France et consacrent plus de 10% de leurs revenus à leur facture d'énergie.

Environ 580.000 coupures d'énergie ou baisse de puissance à 1.000 watts, la consommation d'un radiateur, ont eu lieu en 2012 mais la proposition de loi Brottes doit mettre fin à cette pratique et étendre de un à quatre millions les bénéficiaires des tarifs sociaux de l'énergie .

*"C'est une question de dignité humaine, que l'hiver on ne soit pas mis dans une situation où on ne peut pas se chauffer", a souligné la ministre de l'Energie Delphine Batho, précisant qu'il s'agissait de mesures d'urgence qui devraient être complétées par le plan de rénovation thermique des bâtiments.*

Le gouvernement s'est engagé à rénover le parc immobilier français, où les plus vieux logements, qualifiés de passoires thermiques, engloutissent près de 50% de l'énergie consommée.

Dix-sept fournisseurs d'électricité et/ou de gaz sont actuellement accessibles aux particuliers en France mais les opérateurs historiques concentrent l'essentiel du marché.

## Un article de Reuters du 12 mars 2013

### Strasbourg entérine le contrôle communautaire des budgets (13.03)

Le Parlement européen a approuvé mardi deux nouveaux règlements sur la gouvernance économique de la zone euro dont l'un accorde un pouvoir de contrôle accru à la Commission européenne sur l'élaboration des budgets nationaux.

Les deux textes, qui ont déjà fait l'objet d'un accord de principe au sein du Conseil, ont obtenu l'aval d'environ 80% des eurodéputés.

Les gouvernements devront transmettre leur projet de budget 2014 avant le 15 octobre à l'exécutif européen qui veillera à ce qu'il respecte les critères de l'UE, notamment en termes d'endettement et de déficit.

Bruxelles pourra formuler des recommandations qui ne seront pas contraignantes, mais les gouvernements qui n'en tiendront pas compte s'exposeront à des sanctions.

Les membres de la zone euro se concertent déjà, au cours des six premiers mois de l'année, sur l'orientation que doit prendre leur politique budgétaire l'année suivante. La Commission européenne fait alors des suggestions que les gouvernements doivent valider.

Un second règlement fixe des règles et des procédures explicites pour la mise sous surveillance renforcée, par la Commission européenne, de tout pays de la zone euro en difficulté ou susceptible de connaître de graves problèmes financiers.

Ce nouveau mécanisme de contrôle a fait l'objet de négociations ardues entre la Commission et le Parlement.

Celui-ci ne s'opposait pas au principe, mais demandait en retour la mise en place d'un "*Fonds de rédemption*" européen dans lequel les pays de la zone euro auraient placé la part de leur dette dépassant 60% du produit intérieur brut (PIB), afin de permettre son remboursement sur vingt ans à des taux réduits.

Confronté à l'hostilité affichée par Berlin et d'autres capitales d'Europe du Nord à toute mutualisation de la dette, le Parlement a accepté la création d'un groupe d'experts qui se penchera sur la faisabilité de ce fonds et devra rendre ses conclusions - non contraignantes - d'ici à mars 2014.

Ces deux règlements, qualifiés de "*paquet de deux*", complètent les règles budgétaires existantes, durcies fin 2011 par le "*paquet de six*", pour tenter de prévenir de nouvelles crises économiques dans la zone euro.

Le premier train de mesures instaurait des sanctions automatiques pour les Etats qui ne respectent pas les règles (un déficit budgétaire ne dépassant pas 3% et un endettement contenu en dessous de 60% du PIB).

Commentaire.

Ce qui est déterminant sur le plan du combat politique, ce n'est pas que les budgets des Etats passent sous la tutelle de l'UE, qu'y pouvons-nous, rien dans l'état actuel des choses, mais que ces Etats acceptent la dictature de l'UE, Etat contre lequel il nous est possible de combattre dans nos pays respectif, or aucun parti ne veut livrer ce combat, cherchez l'erreur.

Ceux qui sont prompts à défendre la République une et indivisible refusent par ailleurs d'axer leur combat contre l'Etat, ses institutions, cherchez l'erreur...

## Un article lepoint.fr du 12 mars 2013

### L'Italie au bord du credit crunch . (13.03)

L'Italie s'en sortira-t-elle enfin un jour ? La claqué reçue par Mario Monti aux élections législatives souligne que la troisième économie de la zone euro est loin d'être tirée d'affaire, malgré l'indéniable succès du Professore à persuader les investisseurs de la capacité du pays à rembourser sa dette.

Certes, la situation n'est pas aussi grave qu'au début 2012, lorsque plus personne à l'étranger ne voulait détenir de dette italienne. L'État empruntait alors à plus de 7 %. Un taux qui aurait mené le pays tout droit à la banqueroute, s'il avait perduré. Aujourd'hui, les taux des obligations italiennes à 10 ans sont revenus autour de 4,5 %.

Récession de presque 2,5 %

Mais cela n'a pas empêché le pays de ployer sous la récession. En 2012, la richesse nationale a reculé de 2,4 %, notamment sous l'effet de la cure d'austérité. Et elle ne devrait pas se stabiliser cette année. Le recul du PIB pourrait encore atteindre 1,5 %, à en croire le département des études économiques de la banque française Natixis. Ajoutée à l'incertitude politique, cette sombre perspective a conduit l'agence de notation Fitch à dégrader la note financière du pays, le 8 mars dernier. Pour Fitch désormais, l'économie italienne ne vaut pas mieux que l'Irlande, pourtant passé un plan d'aide européen. Elle est même placée sous perspective négative.

Selon la Confindustria, le patronat du pays, la péninsule frôle le credit crunch (crise du crédit). Les banques ne prêtent presque plus aux PME, sans que ce soit à des taux prohibitifs, face à l'augmentation des défaillances. C'est le serpent qui se mord la queue : les banques n'ont pas confiance, elles prêtent de moins en moins, ce qui fait augmenter les faillites d'entreprises et renforce la méfiance des banques.

Si la promesse de Mario Draghi de faire "*tout ce qui est nécessaire*" pour sauver l'euro en septembre 2012 a incontestablement ramené une certaine confiance dans la dette des pays du Sud, force est de constater qu'elle a échoué à rétablir une transmission normale de sa politique monétaire accommodante (taux bas) à l'économie des pays du Sud. Pour résumer, les taux bas de la BCE ont des effets en Allemagne, mais pas dans les pays qui en ont besoin.

Le problème, c'est que les banques italiennes ont des réserves de liquidités sous forme de dette italienne, plutôt fragile, ce qui les empêche de se remettre à prêter, juge un économiste au fait de la question. "*Tant que vous ne corrigez pas ça, il n'y a aucun espoir.*" Jeudi dernier, le Financial Times s'en inquiétait également en citant une étude de Barclays selon laquelle l'écart entre les taux pratiqués en moyenne par les banques allemandes et les banques italiennes et espagnoles pour des prêts de moins de un million d'euros aux entreprises était supérieur à l'écart observé en juillet 2012, avant les déclarations du président de la BCE.

Une dette colossale

Pour ne rien arranger, l'administration publique italienne n'honore pas 48 milliards d'arriérés de dettes commerciales dues aux entreprises, s'est alarmé le vice-président de la Confindustria, Fulvio Conti, administrateur délégué d'Enel, dans un entretien au Sole 24 Ore.

Heureusement pour l'Italie, sa trajectoire des finances publiques est plutôt sur la bonne voie. En 2012, le pays est sorti de la procédure européenne pour déficit excessif, en revenant à 3 % de déficit au terme d'un effort considérable de 2,3 points de PIB. Alors, évidemment, le poids de sa dette est colossal et pourrait franchir 130 % du PIB à la fin de l'année. Mais le déficit budgétaire, lui, devrait rester sous contrôle, à 2,8 % du PIB, malgré la récession, anticipe Natixis. Fitch s'attend même à ce qu'il soit proche de l'équilibre, une fois retirés les effets négatifs de la conjoncture économique, conformément à la logique du nouveau traité budgétaire européen. Sans le poids des remboursements de la dette, l'Italie compte même un excédent, contrairement à la France.

Reste à savoir si le prochain gouvernement ne remettra pas tout en cause. Le score du comique Beppe Grillo, de quelque 25 % des votes, et la résistance de Silvio Berlusconi, qui a fait campagne sur les baisses d'impôts, montrent que les Italiens ne supportent plus l'austérité. Quel qu'il soit, le nouveau gouvernement sera donc sur la corde raide. Et devra jouer les équilibristes.

## Un article de l'AFP du 13 mars 2013

### La GPEC, arme de Renault pour réduire les effectifs sans plan social. (14.03)

Pour supprimer plus de 15% de ses effectifs sans plan social et gagner encore en compétitivité et flexibilité, Renault s'est largement appuyé sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), un outil d'anticipation qui n'est pas pour un autant un pare-feu à la crise.

La GPEC est "*la matrice de l'accord de compétitivité*" de Renault, estime Ridha Ben Hamza. Ce professeur de droit prédit "*une nouvelle jeunesse*" au dispositif qui va "*retrouver sa place et ne plus être un simple gadget*" utilisé par une poignée d'entreprises.

Renault est un adepte de longue date de cet outil, baptisé "GPEC" avec la loi pour la Cohésion sociale de 2005 qui oblige les entreprises de plus de 300 salariés à en négocier une tous les trois ans.

La GPEC doit permettre à l'entreprise de prévoir sur plusieurs années ses besoins de main d'oeuvre et de formation. L'objectif : "*Mieux anticiper les effets sur l'emploi des mutations économiques, technologiques, sociales et démographiques*", selon le ministère du Travail.

Après un plan de départ volontaires en 2009 (4.000 postes à supprimer et 1.000 dans ses filiales), Renault opte en 2011 pour la GPEC --signée par les syndicats CFE-CGC, CFDT, CFTC et FO-- qu'elle dote d'un véritable arsenal pour décupler la flexibilité et la mobilité : prêt de main d'oeuvre à une entreprise extérieure, prime au départ en cas de démission pour un emploi à l'extérieur, reconversion professionnelle, congés sabbatiques, congés de création d'entreprise, etc.

La direction instaure aussi une dispense d'activité permettant aux plus de 58 ans un départ anticipé à la retraite au titre de la pénibilité en usine (3.000 salariés éligibles sur trois ans).

La GPEC 2011 prévoyait aussi des embauches : sur les 400 prévues dans les sites industriels, le pacte a été quasiment honoré à ce jour, mais le compte n'y est pas dans l'ingénierie (600 embauches sur les 1.600 prévues), selon des syndicalistes.

Trois ans plus tard, mettant en avant un marché européen exsangue, Renault veut encore gagner en compétitivité, et s'appuie pour se faire sur la GPEC : elle sera prolongée jusqu'en 2016, et certaines de ses mesures seront renforcées. Cette fois-ci, 8.260 suppressions de postes sont prévues.

Pour la CGT, les 760 embauches évoquées "*ne peuvent pas compenser les départs naturels prévus*" et vont "*aggraver encore davantage les conditions de travail des personnels en place*".

En 2011, Renault employait 55.000 personnes en France, 44.642 en 2013. Les effectifs devraient chuter à 37.142 fin 2016.

Loin de voir dans cette GPEC un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) déguisé, certains syndicalistes louent les aspects positifs du dispositif.

"*L'automobile est une industrie qui évolue*" et la GPEC offre "*une vraie cartographie des métiers*", relève ainsi Laurent Smolnik (FO).

"*L'accord de GPEC oblige l'entreprise à anticiper et permet peut-être d'éviter un PSE, on est capable de détecter les tendances et les mouvements longs. La GPEC a été un outil très favorable pour nous car globalement on s'est appuyé sur des choses qu'on connaissait, un outil qui a permis de cadrer d'avantage cet accord de compétitivité, on ne part pas à l'aventure*", estime par ailleurs Dominique Chauvin (CFE-CGC).

"*La GPEC n'est pas un médicament contre les restructurations, mais elle permet quand on est exposé à des aléas et à une forte situation concurrentielle, que les salariés ne soient pas victimes de ce qui se passe*", analyse Patrick Gilbert, professeur à l'IAE de Paris. Elle consiste, "*avec l'idée d'un partage de responsabilités entre les employeurs et salariés sur le devenir des emplois*", à "*mettre à la disposition du salariés des armes (bilan de compétences, formation, mobilité)*", résume ce professeur coordinateur d'un

rapport sur la GPEC. *"On s'efforce de limiter les chocs et de préparer les gens. La tendance est à beaucoup moins de prévision, beaucoup plus de prévention"*.

*"La mise en place de l'accord est basée sur des hypothèses de marché, si en 2014 il y a un crash économique, des choses se passeront (...) Jamais aucun accord GPEC n'empêchera de recourir à un PSE"*, constate M. Chauvin.

Commentaire.

Préventivement, patrons et syndicats vont programmer ensemble des licenciements ou des suppressions de postes, des baisses de salaires, etc. On appelle cela le corporatisme. On appelle les travailleurs à quitter ces syndicats patronaux, qu'ils rejoignent la CGT ou SUD en attendant des jours meilleurs.

## Un article de Reuters du 13 mars 2013

### Près de 100.000 emplois marchands détruits en 2012. (14.03)

Le secteur privé français a perdu près de 100.000 emplois l'an dernier, le plus mauvais résultat depuis trois ans, et 2013 s'annonce encore très difficile, risquant de tuer l'objectif présidentiel d'une baisse du chômage d'ici la fin de l'année.

Des proches de François Hollande ont déjà commencé à nuancer cet objectif qu'il s'était lui-même fixé, certains expliquant que stabiliser le chômage serait déjà un succès après des dizaines de mois de hausse.

Selon les chiffres publiés mercredi par l'Insee, les secteurs principalement marchands ont détruit 99.500 postes (-0,6%) l'an dernier. L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acosse) a quant à elle annoncé 94.000 pertes nettes d'emplois.

Le chiffre de l'institut de la statistique est le plus mauvais sur un an depuis le premier trimestre 2010 (-108.500 emplois) et depuis 2009 pour une année calendaire (-260.700).

L'Insee a nettement relevé le chiffre du quatrième trimestre, à 44.600 postes détruits contre -28.100 en première estimation. De même, les destructions du troisième trimestre ont été relevées à 46.000 contre 41.700 annoncé auparavant.

Philippe Waechter, chef économiste de Natixis Asset Management, juge cette tendance préoccupante. "La croissance médiocre en 2013 va accentuer le recul de l'emploi", écrit-il sur Twitter, à l'unisson de nombreux économistes.

Selon l'Insee, le rythme des destructions d'emploi dans les secteurs marchands est semblable au quatrième et troisième trimestres. L'Acosse évoque une accentuation du repli.

L'institut de la statistiques souligne que les destructions hors intérim se sont intensifiées pour atteindre 35.300 postes au quatrième trimestre contre 16.900 au troisième.

Le recul s'est poursuivi dans l'industrie avec 9.400 postes supprimés au quatrième trimestre, soit le même rythme que lors des précédents trimestres de 2012, portant le nombre d'emplois industriels détruits à 29.400 sur l'ensemble de l'année.

La construction a elle aussi connu de nouvelles destructions, avec -7.000 postes au quatrième trimestre pour atteindre -13.800 sur l'ensemble de 2012.

Le secteur tertiaire a quant à lui perdu 28.200 postes au quatrième trimestre, après -35.700 postes au troisième, portant à 56.200 le nombre de postes perdus sur l'ensemble de 2012.

L'emploi hors intérim a reculé plus nettement dans ce secteur au quatrième trimestre, les effectifs intérimaire baissant eux moins fortement (-9.300 postes, -61.000 sur un an).

Selon l'Acosse, le salaire moyen par tête a augmenté au quatrième trimestre à un rythme légèrement inférieur à celui des trois trimestres précédents (+0,4% après +0,5% aux deuxième et troisième trimestres), portant la hausse sur un an à 2,1%.

La masse salariale a augmenté seulement de 0,2% au quatrième trimestre, confirmant le ralentissement observé depuis le début de l'année. Elle a progressé de 1,7% sur un an, le niveau le plus bas constaté depuis juin 2010. En moyenne annuelle, la masse salariale a progressé de 2,2% en 2012 contre 3,6% en 2011.

Un article de 20minutes.fr du 14 mars 2013

### Développement: la classe moyenne des pays du Sud a plus que doublé en 20 ans. (15.03)

**Dans son rapport 2013 publié ce jeudi, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) révèle l'essor « à une vitesse et à un niveau sans précédent » des pays du Sud...**

Le monde tel qu'on le conçoit encore aujourd'hui, où le Nord tout-puissant aurait la mainmise sur un Sud sous-développé, est obsolète. C'est l'une des conclusions du rapport 2013 du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), dévoilé ce jeudi à New York. *«La carte mondiale géopolitique s'est totalement transformée, explique Najat Rochdi, directrice adjointe du bureau du PNUD à Genève. On le voyait déjà avec les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), mais le rapport démontre que ça va au-delà. L'émergence d'autres pays bouleverse les équilibres mondiaux et il faudra en tenir compte».*

*«L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent»*, souligne le document. Entre 1980 et 2010, la part des pays en développement dans le commerce mondial est ainsi passée de 25% à 47%, tandis que leur part dans la production mondiale est passée de 33 à 45%. Les échanges Sud-Sud se sont également intensifiés, passant de 8,1% à 26,7%, et devraient bientôt dépasser les échanges Nord-Sud.

Selon les prévisions du rapport, la production économique combinée des trois pays en développement que sont le Brésil, la Chine et l'Inde dépassera à elle seule la production cumulée du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis en 2020. En 2050, ces trois pays devraient représenter 40% de la production mondiale, contre 10% en 1950. *«On aurait jamais pu imaginer ça il y a dix ans»*, relève Najat Rochdi. Ce retournement s'explique notamment par le coup d'arrêt qu'a subi la croissance des économies développées avec la crise financière de 2008-2009, alors que celle des pays en développement s'est poursuivie.

L'extrême pauvreté est passée de 43,1% en 1990 à 22,4% en 2008

Les avancées enregistrées dans les pays en développement ne sont pourtant pas qu'une affaire de PIB et d'échanges commerciaux. L'indice de développement humain (IDH, calculé à partir de la longévité, du niveau d'instruction et de la maîtrise des ressources nécessaires pour un niveau de vie décent) a lui aussi fait des *«progrès significatifs»* depuis 1990, relève le rapport. Santé, éducation, transports, télécommunications et niveau de vie se sont améliorés. La proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est ainsi passée de 43,1% en 1990 à 22,4% en 2008. La classe moyenne des pays du Sud, mieux éduquée et plus à même de jouer un rôle en faveur du développement, a quant à elle bondi de 26% à 58% ces vingt dernières années.

Ces progrès en matière de développement humain sont *«extraordinaires»*, estime le PNUD. L'organisation appelle toutefois à une plus grande équité, et précise que tous les pays en développement ne sont pas concernés par cet essor. *«Le changement est plus lent dans la plupart des 49 pays les moins avancés, en particulier ceux qui sont enclavés géographiquement ou sont éloignés des marchés mondiaux».*

Comment les autres sont-ils parvenus à améliorer leur sort? Le PNUD a observé trois moteurs principaux: implication de l'Etat sur le long terme (et non à court terme en fonction d'échéances politiques) en matière de développement, accès aux marchés mondiaux (intégration par étapes à l'économie mondiale, création d'emplois) et innovation en matière de politique sociale avec l'investissement massif dans le secteur public, notamment sur la santé et l'éducation. *«On rabâche le même message depuis 50 ans et on va encore le faire ces 50 prochaines années: c'est en investissant sur le capital humain qu'on atteint le progrès»*, affirme Najat Rochdi.

*«Ne pas voir les pays du Sud comme une menace»*

Face à cette nouvelle configuration économique et géopolitique mondiale, le PNUD appelle à une réorganisation des instances globales afin que les pays du Sud soient mieux représentés. *«Le Nord ne doit pas les voir comme une menace, mais comme une opportunité pour développer des partenariats»*, insiste Najat Rochdi. Le rapport cite le Qatar, dont les partenariats avec les pays développés se sont multipliés. Pas

sûr que cet exemple soit de nature à rassurer les pays du Nord, au moment où l'appétit du Qatar, en France notamment, est parfois jugé un peu trop vorace. *«Je ne défends pas le positionnement politique du Qatar ni celui des autres pays, répond prudemment la directrice adjointe. Le PNUD apporte des faits et des éléments statistiques. Libre à chacun ensuite de les interpréter comme il l'entend».*

Commentaire.

*«L'essor du Sud se produit à une vitesse et à un niveau sans précédent»*, mais on ne vous dira pas à quel prix pour la population concernée sur le plan politique et social, livrée à des régimes semi-féodaux, des dictatures, des régimes dans lesquels il n'existe pour ainsi dire aucun contre-pouvoir, soit que les syndicats n'existent pas, soit qu'ils soient totalement corrompus ou liés à des partis politiques de droite.

## Un article de La Tribune du 13 mars 2013

### En Allemagne, on ose parler de la retraite à 69 ans. (15.03)

La Fondation Bertelsmann estime que la situation du système de retraite par répartition allemand désespérée d'ici 2060, mais réclame un allongement du temps travaillé, ainsi que l'amélioration du taux d'emploi des femmes et de la qualification des jeunes

La question des retraites va-t-elle s'imposer dans la campagne électorale allemande ? Une étude de la Fondation Bertelsmann publiée ce lundi relance en tout cas l'idée de la retraite à 69 ans outre-Rhin. Une idée qui avait déjà été proposée en 2011 par le conseil des « *Cinq sages économistes* » qui conseillent le gouvernement fédéral.

#### Effet de ciseaux

L'étude de la Fondation Bertelsmann souligne le problème démographique auquel doit faire face la République fédérale avec l'arrivée à la retraite des classes d'âge 1955-1970. Le défi démographique est considérable, principalement en raison de la très faible natalité enregistrée outre-Rhin depuis des décennies. L'Allemagne va devoir faire face à un effet de ciseaux difficile à gérer : une population en âge de travailler de plus en plus faible face à une population à la retraite qui explose. Selon les projections de l'Etude, la situation serait intenable.

#### Une perte de revenu considérable pour les retraités et les cotisants

Aujourd'hui, la cotisation retraite des salariés allemands s'élève à 19,3 % et permet de disposer en moyenne de 52,9 % de son salaire de référence hors impôts sous forme de pension. En 2060, si rien ne change, il faudra pour atteindre l'équilibre des comptes, affirme l'étude, augmenter les cotisations à 27,2 % du salaire brut pour espérer obtenir 41,2 % du salaire de référence pendant sa retraite. Selon les auteurs de ce document, ni les évolutions escomptées de l'immigration, ni la hausse possible des salaires et de la productivité ne semblent en mesure de corriger cette évolution.

#### Faire travailler plus et mieux les femmes

La Fondation recommande donc de prendre plusieurs mesures énergiques pour réagir dès maintenant au vieillissement de la population. Il s'agit d'abord de favoriser la participation des femmes au marché du travail. Même si le taux d'emploi des femmes en Allemagne n'est pas si faible qu'on le dit habituellement (il est supérieur à celui de la France), il demeure encore inférieur à celui des hommes. Surtout, les femmes travaillent souvent dans les métiers les plus précaires et aux salaires les plus faibles. Elles cotisent donc moins. La Fondation Bertelsmann réclame donc une meilleure participation des femmes au marché du travail, notamment à leur juste niveau de qualification (les femmes de 15 à 54 ans sont plus diplômées que les hommes, mais travaillent moins), notamment par le développement des modes de garde d'enfants, mais aussi par un changement de référence de la société.

#### Partir à 69 ans

Deuxième recommandation, la plus polémique : le report de deux ans de l'âge légal de départ à la retraite. En 2005, la « *grande coalition* » avait accepté le report de 65 à 67 ans de cet âge sur un mode très progressif : d'ici à 2030, et sous la condition de rapport d'étapes. Mais les auteurs de l'étude estiment qu'il faut aller plus loin : jusqu'à 69 ans, donc, avec une augmentation notable du taux d'emploi des plus de 55 ans. Aujourd'hui en Allemagne, le taux de chômage des personnes de 64 ans est de 14,2 %, près de 3 fois celui de la moyenne de la population. Et les préretraites sont restées monnaie courante.

#### Etre mieux formé

Dernière option proposée par l'étude : l'amélioration de la formation afin de renforcer les formations. Avec une qualification plus élevée, les actifs ont de meilleurs salaires et un taux d'activité plus important : les entrées de cotisations en sont améliorées. L'étude réclame donc une réforme de la formation professionnelle et scolaire pour aider plus les élèves en position de faiblesse.

## Gain minime

Reste que la situation semble désespérée pour le système par répartition allemand : selon l'étude, en combinant ces trois méthodes, l'équilibre serait atteint avec des cotisations de 25,5 % pour toucher une pension de 42,5 % de son salaire de référence. Autrement dit, les gains seraient fort réduits. La classe politique allemande ne semble cependant pas prête à évoluer sur ce terrain. Angela Merkel et sa majorité de centre-droit a refusé de réformer le système mis en place en 2005 et la SPD, pourtant à l'origine de la réforme, a de plus en plus de mal à accepter l'adieu à la retraite à 65 ans. Il y a donc peu de chance, pour l'instant, de voir cette proposition de retraite à 69 ans voir le jour. Sauf que le problème de la pauvreté des personnes âgées et des retraités est, lui, un sujet dominant aujourd'hui dans la société allemande.

## Commentaire.

La Fondation Bertelsmann est une institution euro-atlantiste, néoconservatrice, une agence en Europe du groupe Bilderberg, voir le dossier dans le site.

Ils vont bien y arriver à 70 ans. Et après 75, 80, plus ? A croire que la population est ignorante, faible prête à tout accepter, effrayant et catastrophique.

Un article de 20minutes.fr du 14 mars 2013

### Election du pape: Quel a été le rôle de Jorge Mario Bergoglio durant la dictature argentine? (15.03)

A peine élu que déjà, des voix se font entendre pour rappeler un passé gênant. Le pape François, décrit comme le «*pape des pauvres*», est réputé pour prendre des positions politiques, notamment contre le néo-libéralisme ou le mariage homosexuel défendu par la présidente argentine Cristina Kirchner. Mais ce portrait forcément laudateur recèle quelques zones d'ombres que certains médias et experts ont relevé dès mercredi, évoquant un passé trouble de Jorge Mario Bergoglio durant la période de la dictature militaire entre 1976 et 1983.

Le Guardian a rappelé qu'un livre, sorti en 2005 en Argentine, *El silencio* (Le silence), accuse le nouveau pape d'avoir retiré sa protection à deux prêtres et donné son feu vert en 1976 à l'armée pour l'enlèvement de ces deux jésuites qui travaillaient dans les bidonvilles, une activité mal vue par le pouvoir à l'époque. C'est l'un de ces deux prêtres, qui a survécu, qui tenait ces accusations. Il est mort en 2000 et Jorge Mario Bergoglio, qui parle de «*cdiffamation*», a toujours clamé son innocence dans ce dossier. Il a même expliqué qu'au contraire, il avait caché des dissidents politiques et ainsi pu les sauver des escadrons de la mort.

Sa «*soutane est entachée symboliquement*»

Mais, même en Argentine, certains restent persuadé qu'il a joué un rôle trouble. «*Bergoglio est un homme de pouvoir et il sait comment se positionner parmi les puissants. J'ai encore beaucoup de doutes sur son rôle concernant les jésuites qui ont disparu sous la dictature*», a témoigné mercredi à une radio argentine Eduardo de la Serna, représentant d'un groupe de prêtres de gauche. L'agence de presse Reuters a rappelé des propos de Fortunato Mallimaci, l'ancien doyen des sciences sociales à l'Université de Buenos Aires, selon lequel «*l'histoire le [Jorge Mario Bergoglio, ndlr] condamne*». «*Il s'est opposé à toute innovation dans l'Eglise et, surtout, pendant la dictature, il s'est montré proche des militaires*», a-t-il ajouté.

En France, Christian Terasse, le rédacteur en chef de la revue *Golias*, hebdomadaire catholique progressiste, est revenu longuement sur France info sur le rôle qu'aurait tenu le nouveau pape durant la dictature de Videla. «*Cet homme n'a pas eu les paroles, les attitudes qui convenaient pour protéger certains de ses confrères engagés contre la dictature militaire de Videla. (...) J'ai un document qui montre que l'Eglise d'Argentine [dont le nouveau pape était l'un des responsables, ndlr] se réunissait avec la dictature pour consigner un certain nombre de dispositions par rapport à des opposants catholiques jugés marxistes parce que subversifs par rapport à l'ordre chrétien qui soutenait le général Videla*». Pour ce spécialiste, cela ne fait aucun doute, «*la soutane blanche de Bergoglio est entachée symboliquement: à la fois au niveau de son positionnement personnel qui n'a pas été très courageux parce qu'il n'a pas protégé certains de ses confrères mais aussi de ce qu'il représente du rôle politique qu'a joué l'église d'Argentine dans sa complicité avec la dictature*».

L'Eglise argentine, dont le nouveau pape était l'un des responsables, «*est l'une des plus contestées d'Amérique latine pour sa passivité, voire sa complicité, à l'égard de la dernière dictature militaire de 1976-1983*», a expliqué à Sipa le spécialiste Paulo Paranagua. «*Le national-catholicisme était l'idéologie dominante des forces armées, qui comptaient avec la bénédiction de la hiérarchie de l'Église. Contrairement aux Églises du Brésil et du Chili, qui ont joué un rôle capital dans la défense des victimes de la répression et dans la lutte pour les libertés, le clergé argentin a montré une indifférence coupable face aux horreurs commises. Les religieux et religieuses solidaires des Mères de la place de Mai n'étaient pas soutenus par leurs supérieurs, et ont payé parfois de leur vie leur fraternité*», analyse-t-il. L'Eglise argentine a même fait un mea culpa en 2000 pour ne pas avoir protégé ses fidèles durant la dictature.

De son côté, l'Association des Mères de la Place de Mai - dont les enfants ont disparu durant la dictature - a rappelé dans un communiqué que l'Eglise n'avait jamais réagi à l'assassinat de 150 prêtres argentins sous la dictature, contrairement aux «*Mères*». «*Nous continuons d'avoir des relations avec les prêtres du Tiers-Monde, quant à ce pape élu mercredi, nous n'avons qu'un seul mot à dire: Amen*», ironisent-elles.

### Complément de l'AFP

Horacio Verbitsky, auteur de l'ouvrage "*Double jeu, l'Argentine catholique et militaire*", est un de ses principaux accusateurs et dit avoir connaissance de "*cinq nouveaux témoignages, qui confirment le rôle de*

*Bergoglio dans la répression du gouvernement militaire au sein de l'Eglise catholique qu'il préside aujourd'hui, dont la disparition de prêtres".*

Jeudi, dans le quotidien Pagina 12, proche du gouvernement, Horacio Verbitsky écrit avec ironie que *"les luttes internes de la curie romaine suivent une logique tellement inexplicable que les faits les plus obscurs peuvent être attribués à l'esprit saint"*.

Déjà en 2005, le nom du cardinal argentin avait été associé à l'enlèvement des jésuites.

En novembre 2010, alors cardinal et primat d'Argentine, Mgr Bergoglio avait été interrogé en tant que témoin par des magistrats à l'archevêché dans le cadre d'un procès sur des crimes commis pendant la dictature.

Il a aussi été entendu comme témoin pendant un procès sur les bébés d'opposants adoptés par des fonctionnaires du régime militaire, et répondu qu'il n'en avait connu l'existence qu'après le rétablissement de la démocratie.

En 2011, c'est une juge française qui avait demandé en vain son audition dans le cadre d'une enquête sur le meurtre d'un curé français en 1976, sous la dictature argentine.

*"Ce pape n'est certainement pas une grande figure de la défense des droits de l'Homme", juge Sophie Thonon, avocate de la famille du prêtre. "Il est au contraire soupçonné de ne pas avoir dénoncé les crimes de la dictature, de ne pas avoir demandé des comptes et donc, par son silence, d'avoir couvert ces actes", a ajouté l'avocate.*

### **Complément lemonde.fr**

Un groupe d'accusés poursuivis pour des crimes commis sous la dictature en Argentine (1976-1983) sont apparus jeudi 14 mars à leur procès en arborant des cocardes du Vatican, pour saluer l'élection la veille d'un pape originaire de leur pays. La chaîne de télévision C5N et le journal La Mañana de Cordoba ont diffusé des images des accusés portant des insignes du Vatican au revers de leur veste, lors d'une audience de leur procès actuellement en cours dans la ville de Cordoba, dans le nord-ouest de l'Argentine.

Ouvert en décembre 2012, ce procès concerne un groupe d'une quarantaine de militaires accusés de tortures dans le centre de détention clandestin de La Perla, à Cordoba, le deuxième plus important du pays à cette époque. Le principal accusé, Luciano Menendez, a déjà été condamné à sept occasions pour des crimes commis sous le régime militaire.

L'élection mercredi du pape François, ancien archevêque de Buenos Aires, a soulevé en Argentine une polémique à propos de l'attitude considérée par certains comme trop complaisante de l'Eglise catholique envers la dictature des généraux.

## Un article LExpansion.com du 15 mars 2013

### Plus de 8 embauches sur 10 se font en CDD, au plus haut depuis 1999. (16.03)

La part des recrutements en CDD a atteint 81,7% au troisième trimestre 2012. Un record depuis que ce taux est mesuré.

Non seulement le chômage explose et les destructions d'emplois se multiplient, mais les recrutements qui restent sont de plus en plus précaires. Selon une étude publiée jeudi par le ministère du travail, la part des embauches en CDD a atteint 81,7% au 3e trimestre 2012 dans les entreprises de plus de 10 salariés, le plus haut niveau depuis que ce taux est mesuré (1999),

Tombé à moins de 67% fin 2000, le taux d'embauches en CDD a atteint un niveau inégalé depuis la mise en place de statistiques sur les entrées et sorties de main d'oeuvre en janvier 1999. Sur un trimestre, la hausse est de 0,7 point. Elle est de 3,3 points sur un an.

La part des embauches en CDD est la plus forte dans le tertiaire (83,7%) et l'industrie (68,2%). Dans ces deux secteurs, elle augmente respectivement de 3,2 et 4,1 points sur un an. En revanche, elle baisse dans la construction (-2,4 points à 49,9%).

Parallèlement, parmi les motifs de départ cette fois des entreprises, le taux de sortie suite à une fin de CDD était lui aussi au plus haut depuis dix ans, à 9,7%.

Le taux de démission au plus bas

A l'inverse, le taux de démission se rapprochait au troisième trimestre "*des niveaux de mi-2009, les plus bas observés au cours de la décennie*", à 1,3% (en recul de 0,2 point sur un an), indique l'étude trimestrielle de la Direction statistique du ministère (Dares). Cette évolution est à mettre en rapport avec la "*montée en charge de l'usage des ruptures conventionnelles*" depuis 2008, soulignent les auteurs.

Conséquence du relèvement progressif des âges de départ à la retraite, les sorties pour ce motif (0,2%) continuent à diminuer mais "*très modérément*".

## Un article de Reuters du 15 mars 2013

### Mario Draghi fait la leçon aux dirigeants européens. (16.03)

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), a dispensé jeudi soir, en marge du sommet de Bruxelles, un cours magistral sur le coût du travail aux 17 chefs d'Etats et de gouvernements de la zone euro, a-t-on appris auprès de responsables européens.

Pendant les deux heures de leçon, Mario Draghi, ancien professeur d'économie et de sciences politiques, a mis l'accent sur l'écart de plus en plus important dans certains pays entre le coût du travail et la productivité.

*"C'était une présentation très claire qui a souligné que l'écart était en train de s'accroître, en particulier dans des pays comme l'Italie et la France",* a dit un diplomate de la zone euro qui a eu connaissance de la réunion.

*"Draghi a essentiellement dit: 'il y a deux manières de réduire cet écart, soit en diminuant le coût du travail, soit en améliorant la productivité' et il a expliqué que plus cet écart était important, moins grande était la marge de manoeuvre pour l'amenuiser",* a-t-il ajouté.

Un autre responsable européen a rapporté que le cours avait constitué un *"rappel à la réalité"* pour les dirigeants de la zone euro, mais qu'il avait été bien accueilli, malgré son heure tardive (23 heures) et la masse de graphiques et de tableaux qui a été remise aux participants.

*"A un moment, l'un des Premiers ministres a fait part de ses préoccupations quant à la hausse du coût unitaire du travail dans son pays, et a demandé à son homologue portugais d'évoquer la manière dont il avait abordé le problème",* a raconté le responsable.

Angela Merkel, la chancelière allemande, a jugé la leçon utile et a rapporté que Mario Draghi avait concentré ses propos sur la manière *"d'améliorer notre compétitivité"*.

Un troisième responsable européen a confirmé que le président de la BCE avait insisté sur *"l'importance de ce qu'il appelle les 'trois c', la compétitivité, la confiance et le crédit"*.

Mario Draghi, qui a enseigné à l'université de Florence, a donné plus tôt dans la journée une version abrégée de sa leçon à l'ensemble des 27 dirigeants de l'Union européenne, qui ont également assisté à un discours sur la productivité de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne.

José Manuel Barroso a souligné que la baisse du coût du travail et l'amélioration de la productivité pouvaient contribuer à une hausse des exportations et a expliqué comment des pays comme l'Irlande, le Portugal et l'Espagne avaient transformé l'an dernier leurs déficits courants en excédents.

Commentaire.

Ils étaient venus chercher leur *"feuille de route"*

## Un article lemonde.fr du 19 mars 2013

### Privatisation furtive du pétrole québécois. (20.03)

Selon des estimations récentes, l'île d'Anticosti, joyau forestier québécois baigné dans le golfe du Saint-Laurent, à 400 kilomètres seulement de Saint-Pierre et Miquelon, abriterait des gisements de schiste contenant de 30 à 40 milliards de barils de pétrole conventionnel, dont la valeur brute pourrait atteindre quatre mille milliards de dollars. Les Québécois seraient-ils en passe de devenir les nouveaux cheikhs pétroliers d'Amérique, rivalisant les Albertains de l'Ouest canadien? En tout cas, l'existence de tels gisements soulève la grogne dans "*la belle province*", car ces actifs pétroliers – certes enfouis dans le sous-sol mais pendant longtemps publics car ils relevaient directement de l'État québécois – ont été à toutes fins pratiques privatisés dans le plus grand secret voilà six ans.

Utilisée comme terrain de chasse par les Micmacs, "*découverte*" ensuite par Jacques Cartier en 1534, l'île d'Anticosti est rachetée en 1895 par Henri Menier, chocolatier du Val-d'Oise, qui en fait sa chasse gardée. Il y fait même construire un château tout en bois. Au cours du siècle suivant, les 220 cerfs de Virginie introduits par cet aventurier aussi fortuné que fantaisiste se reproduisent à un rythme vertigineux, à tel point qu'aujourd'hui, le troupeau est dénombré à plus de 150 000 cerfs. Par contre, côté humain, selon le dernier recensement canadien, l'île ne possède que 240 habitants.

En 1974, l'État québécois fait l'acquisition de l'île d'Anticosti. Mais les ressources pétrolières au sous-sol font déjà l'objet de toutes les convoitises. En 2002, Bernard Landry (alors premier ministre péquiste du Québec, donc souverainiste) et André Caillé (alors président du conseil d'Hydro-Québec, société d'état un peu à l'image d'EDF) développent ensemble une division pétrolière et gazière au sein de cette société. Le but recherché? Atteindre l'indépendance énergétique du Québec, tout en prévoyant de se garder "*un bas de laine*" (un fonds d'investissement) à l'exemple de la Norvège. De quoi faire un pied de nez au reste du Canada...

Cinq ans plus tard, cependant, Hydro-Québec ferme discrètement sa division pétrolière et gazière, transférant les concessions d'exploration et d'exploitation au secteur privé. Pendant ce temps-là, plusieurs hauts cadres, dont M. Caillé lui-même, quittent Hydro-Québec afin de combler des postes stratégiques dans le secteur pétrolier québécois naissant.

En 2007-2008, les permis d'exploration et d'exploitation sur l'île d'Anticosti sont octroyés à deux entreprises pétrolières québécoises, Pétrolia inc. et Junex inc. De son côté, Hydro-Québec, fort de son chiffre d'affaires de 12,3 milliards de dollars et de son résultat net de 2,6 milliards (2011), refuse de divulguer les détails concernant ces transactions.

Sceptiques de nature, les Québécois expriment leur mécontentement. Début 2012, la grogne finit par éclater. Les inquiétudes des citoyens au sujet des forages pétroliers et gaziers au Québec sont au coeur du printemps érable, vaste mouvement de contestation des Québécois "*écoeurés*" par la corruption, la collusion et le manque de transparence qui semblent caractériser le gouvernement libéral de la province. Alors chef de l'opposition, la péquiste Pauline Marois brandit le spectre de la privatisation inconsidérée de ressources énergétiques publiques. Elle vilipende notamment le gouvernement libéral d'avoir largué l'or noir de l'île d'Anticosti à rabais, privant ainsi l'État de plusieurs centaines de milliards de dollars de revenus!

Tout en canalisant habilement les forces vives déchaînées par le printemps érable, Pauline Marois est élue premier ministre en septembre 2012. Une fois au pouvoir, par contre, elle cultive l'ambiguïté au sujet du pétrole de schiste. Dans un premier temps, elle s'engage à publier une étude d'impact environnemental avant de prendre une décision. Ensuite, elle déclare un moratoire sur l'exploitation du pétrole de schiste. Finalement, elle dit avoir demandé une copie des contrats à Hydro-Québec, en vue d'étudier la situation. En fait les péquistes ont abandonné toute velléité de réformer ce secteur d'activité au potentiel alléchant. D'ailleurs, deux anciens chefs du Parti québécois ont servi de lobbyistes grassement rémunérés par l'industrie pétrolière.

En attendant, les Québécois méritent des réponses claires à des questions primordiales: D'abord, sur le plan de l'environnement: comment protéger l'environnement à Saint-Pierre et Miquelon, cet archipel français d'Amérique, sans oublier l'environnement du Québec et des quatre autres provinces canadiennes donnant sur le golfe, dont l'économie dépend de la pêche? Surtout dans un contexte où les produits chimiques

hautement toxiques injectés dans la roche atteindront éventuellement les eaux du golfe – sans oublier que l'exploitation du pétrole de schiste elle-même produit énormément de gaz à effet de serre.

Selon la loi de Murphy, "*Si une chose peut mal tourner, elle va infailliblement mal tourner*" – comment faire si la fracturation hydraulique pratiquée à grande échelle et/ou le transport du pétrole de schiste tournaient à la catastrophe ? Ensuite, sur le plan des affaires : le transfert par Hydro-Québec d'actifs publics vers le secteur privé a-t-il réellement été effectué dans l'intérêt public ? Pourquoi ces concessions pétrolières n'ont-elles pas été vendues aux enchères publiques, de façon transparente, comme cela arrive partout ailleurs au Canada ? Finalement, sur le plan de possibles conflits d'intérêt : plusieurs hauts cadres et géologues chez Hydro-Québec ont quitté la société pour siéger aux conseils d'administration des deux sociétés pétrolières, une fois le transfert des concessions complété.

S'agit-il réellement d'une coïncidence ? La tendance actuelle partout en Amérique du Nord est à l'oligarchie – à une culture politique où ce sont les grosses entreprises qui dictent les règles du jeu. Le Québec n'échappe pas à la règle. Or, les citoyens québécois, au nom desquels Hydro-Québec est supposée agir, ont droit à des explications très claires, car il s'agit possiblement de la plus importante privatisation furtive d'actifs publics de toute l'histoire canadienne. Et ce, dans une mer intérieure fragile, translucide, magnifique ... dans ce golfe du Saint-Laurent partagé entre le Canada et la France.

## Un article de [lexpress.fr](http://lexpress.fr) du 19 mars 2013

### L'Allemagne et Merkel doivent compter avec un nouveau parti anti-euro. (20.03)

Les eurosceptiques allemands viennent de créer le premier vrai parti anti-euro du pays. Objectif: s'installer durablement dans le paysage politique pour travailler à une dissolution " contrôlée " de la zone euro. Leur pouvoir de nuisance pourrait se révéler dès les élections législatives du 22 septembre prochain.

Son programme est réduit mais sans ambiguïté: " *Alternative pour l'Allemagne* " (AfD), le premier véritable parti anti-euro outre-Rhin, ne veut pas de " *sauvetage de la monnaie unique* " et exige la dissolution de la zone Euro par une sortie " *progressive et contrôlée* " des pays d'Europe du sud, puis d'Europe du nord.

" *L'Allemagne n'a de toute façon pas besoin de la monnaie unique* ", estime l'économiste Bernd Lucke, ancien membre du parti conservateur d'Angela Merkel pendant 33 ans et cofondateur de la nouvelle formation. Sa méthode est simple : " *L'Allemagne doit cesser de verser toute aide à au fonds pour obliger les Etats-membres à négocier une sortie des traités, pour les pays qui le désirent* ", a-t-il précisé lors de la première grande présentation publique du petit parti, lundi dernier à Berlin.

Un parti créé par des économistes, des journalistes et des entrepreneurs

Pour la nouvelle formation, l'actualité européenne est idéale : la crise financière chypriote relance les angoisses des citoyens, les remèdes vermoulus de Bruxelles et du FMI montrent que même le bas de laine des petits épargnants n'est plus à l'abri. Enfin, l'Italie s'enfonce dans une crise politique verrouillée par l'euroscepticisme du comique Beppe Grillo. " *Les eurosceptiques allemands n'ont jamais trouvé de place sur l'échiquier politique* ", explique Matthias Jung de l'Institut de sondages Forschungsgruppe Wahlen. Et c'est précisément ce que le nouveau parti, fondé en février 2013 par un groupe de professeurs d'économie, de journalistes économiques et de petits entrepreneurs, veut changer.

Jusqu'à présent, le seul parti politique à avoir placé la lutte contre l'euro au centre de son message était PRO-DM, une formation créée en 1998 par un patron de presse financière avide de publicité. Farouche opposant de l'introduction de la monnaie unique, Pro-DM avait cependant bien vite sombré, dès l'avènement de l'Euro et suite à l'infiltration par des éléments nationalistes.

Depuis, les opposants allemands à la monnaie unique ont créé moult associations et ont lancé de retentissantes attaques contre le projet européen en portant plainte à plusieurs reprises devant le Tribunal fédéral constitutionnel. Partisans du maintien de l'autonomie budgétaire nationale, ils détestent les glissades successives d'Angela Merkel vers une Union européenne de transfert, elle qui avait successivement garanti que l'Allemagne n'aiderait pas financièrement la Grèce, ne soutiendrait pas un mécanisme européen permanent d'aide financière, une annulation partielle de la dette grecque, etc...

Déjà 23% à 26% d'opinions favorables

Une semaine seulement après sa création, 3000 déçus de droite avaient déjà rejoints l'AfD qui recueille des scores de 23 % à 26 % d'opinions favorables dans les sondages (Forsa - TNS-Emnid) et compte bien entrer au Bundestag à l'issue des élections législatives du 22 septembre. Evidemment, la formation est encore minuscule, dispose d'un programme politique qui n'aborde que les questions d'euro, d'Europe et de démocratie et ne possède encore aucune figure politique connue et expérimentée parmi ses dirigeants.

Pourtant, les partis conservateur (CDU) et libéral, incertains de réunir une majorité nationale, ont flairé le danger. " *L'Allemagne a besoin de l'Europe. C'est ce que la soi-disante alternative pour l'Allemagne ne comprend pas. Ce groupe ne représente rien d'autre que la peur du futur sous une forme institutionnelle*", a expliqué le président du groupe parlementaire conservateur Volker Kauder. Si l'AfD a peu de chances réelles d'entrer au Parlement, le nouveau parti espère au moins profiter de la vague protestataire générale pour grappiller les quelques points qui pourraient empêcher la droite de revenir au pouvoir. Ou pousser Merkel à durcir sa politique européenne.

## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Medef: l'UIMM rejette la proposition de réforme des statuts. (22.03)

L'UIMM, la plus grande fédération du Medef, a annoncé jeudi que son conseil avait rejeté à l'unanimité les propositions de changement des statuts du Medef permettant à sa présidente, Laurence Parisot, de se présenter pour un troisième mandat.

Le comité statutaire du Medef, saisi en janvier par Mme Parisot, avait proposé lundi l'introduction de mandats de 5 ans auxquels pourraient se porter candidats les présidents sortants sans limitation du nombre de mandats.

Une telle réforme serait applicable dès la prochaine élection si elle était acceptée.

Actuellement, un président sortant peut, après un premier mandat de 5 ans, se présenter pour un second mandat uniquement et de 3 ans seulement. Le second mandat de Mme Parisot s'achève le 1er juillet.

*"Le Conseil de l'UIMM s'est prononcé à l'unanimité contre la proposition du comité statutaire du Medef présentée au conseil exécutif du Medef le 18 mars dernier concernant la durée du mandat, la possibilité de se représenter sans limitation (sous réserve de la limite d'âge portée à 67 ans) et le caractère immédiatement applicable de la réforme"*, indique la fédération patronale de la métallurgie dans un communiqué.

Les propositions votées à l'unanimité des 7 membres du comité statutaire doivent à présent être votées le 28 mars à la majorité simple par le conseil exécutif du Medef, composé de 45 membres, avant d'être soumises à une assemblée générale extraordinaire (AGE).

Pour que les réformes soient validées, l'AGE doit les voter à une majorité des deux tiers.

L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) représente un peu moins du tiers des 560 membres votants de l'assemblée générale et pourrait donc, si elle était suivie même par un nombre réduit d'autres membres, faire pencher la balance dans le sens d'un refus de la réforme.

*"Le Conseil de l'UIMM a par ailleurs donné mandat à ses représentants au conseil exécutif du Medef afin de mettre tout en oeuvre pour que la préparation et le déroulement du vote du 28 mars concernant la réforme des statuts se fasse dans la transparence et le respect de la gouvernance"*, ajouté l'UIMM, qui dispose de deux représentants au conseil.

La démarche de Mme Parisot a suscité une vive polémique au sein du Medef.

*"Il est normal que des organisations se demandent si leurs statuts sont encore adaptés. Mais il y a un temps pour le faire et il est surprenant que cette question se pose pour le Medef à six mois d'une élection"*, avait estimé le 19 janvier le président de l'UIMM, Frédéric Saint-Geours.

Les candidats actuellement déclarés à la présidence du Medef sont Pierre Gattaz (53 ans), président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), Geoffroy Roux de Bézieux (50 ans), patron de Virgin Mobile (Omea Telecom), l'ex-médiateur de la sous-traitance Jean-Claude Volot et le patron de la PME Aqoba, Thibault Lanxade.

Mme Parisot avait annoncé le 1er mars qu'elle se présenterait si une réforme des statuts le lui permettait.

M. Saint-Geours ne s'est pas encore prononcé sur son éventuelle candidature.

## Un article de l'Express.fr du 21 mars 2013

### - Chypre: six questions pour comprendre la crise. (22.03)

**Menacée de faillite bancaire, Chypre, qui craignait une fuite des capitaux russes, a refusé le plan de sauvetage européen. Comment en est-on arrivé là? Quels étaient les termes du débat? Quels sont les risques?**

Chypre inquiète les Européens. Au bord du défaut de paiement, l'île de 850 000 habitants, entrée dans l'Union européenne en 2004 et dans la zone euro en 2008, avait sollicité une aide européenne. Bruxelles avait imposé, en contrepartie, la taxation des comptes bancaires du pays, une solution rejetée le 19 mars par le Parlement de Nicosie. Sur place, afin d'éviter les effets de paniques, les banques sont fermées, en principe jusqu'au 26 mars.

#### **Pourquoi Chypre a-t-elle besoin d'aide?**

C'est en réalité le système bancaire chypriote qui se porte mal. Pour attirer les capitaux étrangers, les banques de l'île offrent des taux de rémunération très attractifs, sensiblement plus élevés que dans les autres pays de la zone euro. Et elles ne se montrent pas très regardantes sur l'origine des capitaux. S'ajoute à cela une fiscalité très favorable. Résultat: les banques chypriotes sont devenues, au sein de la zone euro, un havre pour les capitaux étrangers, et notamment ceux des oligarques russes. Le secteur bancaire de l'île a grossi démesurément au point que les dépôts bancaires représentent aujourd'hui 750% du PIB du pays. Ce "business model" aurait sans doute pu fonctionner longtemps encore sans la crise grecque. Mais les banques chypriotes ont investi une grande partie des fonds qui leur était confiés en Grèce. Du coup, entre l'effacement de 53,5% de la dette publique grecque de mars 2012 et les créances douteuses accumulées, elles ont perdu beaucoup d'argent et se retrouvent aujourd'hui au bord de la faillite. Chypre estime avoir besoin de 17 milliards d'euros, ce qui correspond à peu près à son PIB.

#### **Que lui a-t-on proposé ?**

Les négociations avec le Mécanisme européen de stabilité qui dépend de l'Eurogroupe -les pays membres de la zone euro- et le FMI ont été entamées il y a déjà près d'un an. Elles se sont accélérées ces dernières semaines. Rapidement balayé: le haircut, qui revient à imposer aux créanciers l'abandon d'une partie de leurs créances et la mise à la disposition de Chypre, sans contreparties, de la somme demandée. Les Européens s'étaient engagés, après avoir imposé le haircut dans la crise grecque, à ne plus avoir recours à cette pratique, véritable chiffon rouge pour les marchés.

Par ailleurs, plusieurs des Etats de l'Eurogroupe, ainsi que le FMI, s'opposaient catégoriquement à l'idée de donner à Chypre un chèque de 17 milliards d'euros, à la fois pour une raison économique - éviter que l'économie de l'île ne soit submergée par une dette qu'elle aurait été incapable de rembourser- et pour une raison politique- ne pas avoir à payer pour sauver les comptes d'oligarques russes qui savaient au demeurant qu'on plaçant leur argent à Chypre ils prenaient un risque. Une position notamment défendue par l'Allemagne: en pleine campagne électorale Angela Merkel aurait eu du mal à faire admettre aux électeurs allemands qu'ils allaient devoir voler au secours de milliardaires russes dont certains auraient choisi les banques chypriotes pour blanchir des fonds provenant d'opérations douteuses. Il a donc été décidé de proposer à Chypre un prêt de 10 milliards d'euros, en échange de quoi Nicosie s'engagerait à taxer les dépôts bancaires- dont ceux des Russes- pour un montant global de 5,8 milliards d'euros.

#### **Comment se sont déroulées les discussions?**

C'est dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 mars, au cours d'une très longue réunion des ministres des finances de l'Eurogroupe qu'a été élaboré un plan adopté à l'unanimité, y compris donc par le ministre des finances chypriote. Le projet consistait à taxer la totalité des comptes, au taux de 6,75% pour les dépôts inférieurs à 100 000 euros, et 9,9% au dessus. Au départ, les ministres européens avaient plaidé pour une taxation plus élevée frappant uniquement sur les comptes de plus de 100 000 euros. Mais cette solution avait été rejetée par les autorités chypriotes, celles-ci ne voulant pas entendre parler d'un taux à deux chiffres, de peur de faire fuir les capitaux étrangers - qui représentent 40% des 38 milliards de dépôts-et de mettre à jamais en péril leur business model. A l'aube, donc, tout le monde s'est rallié à l'idée d'une taxation

générale, en oubliant la règle adoptée par l'Union européenne qui veut que les dépôts bancaires soient garantis jusqu'à 100 000 euros...

### **Pourquoi le Parlement chypriote a-t-il rejeté le plan de l'Eurgruppe?**

La décision prise à Bruxelles a suscité une forte émotion de la part de tous les Chypriotes qui se sont réveillés en apprenant qu'ils avaient, en l'espace d'une nuit, perdu une partie de leurs économies. La décision, une première en Europe, a surpris et inquiété aussi en Grèce, en Espagne ou en Italie... Parallèlement, les Russes, qui ne manquent pas de moyens de pression à Chypre, ont fait savoir leur désaccord. Les autorités ont finalement présenté au Parlement un plan amendé exemptant les dépôts inférieurs à 20 000 euros. Le texte a été rejeté par le Parlement, y compris par les députés du parti au pouvoir.

### **Que peut-il se passer maintenant?**

La Commission européenne, au lendemain du vote du Parlement, a souhaité que l'idée d'une taxation soit reprise, pour les seuls dépôts supérieurs à 100 000 euros, qu'il faudrait alors taxer davantage pour obtenir les 5,8 milliards d'euros requis. Mais les autorités chypriotes continuent de s'y opposer, de peur de faire fuir les capitaux. D'autres solutions sont évoquées. Parmi elles, l'idée d'un emprunt russe gagé sur les réserves potentielles de gaz au large de l'île. Ce qui renforcerait l'influence de Moscou à Chypre et ne manquerait pas d'inquiéter les Européens. Certains évoquent aussi des privatisations, sans que cela semble très convaincant, ou une aide de l'Eglise orthodoxe, fort riche.

### **Quels sont les risques ?**

Les banques sont fermées jusqu'au mardi 26 mars. Mais que se passera-t-il après? Personne ne peut exclure une ruée des épargnants et, si les détenteurs des plus gros dépôts y participaient un effondrement des banques. Au-delà de Chypre, certains observateurs craignent que l'inquiétude gagne d'autres pays, notamment l'Italie ou l'Espagne.

## Un article de Reuters du 21 mars 2013

### La zone euro adresse un ultimatum à Chypre (22.03)

L'Union européenne donne à Chypre jusqu'à lundi pour trouver les quelques six milliards d'euros nécessaires pour compléter son plan de sauvetage, sous peine d'un effondrement de son système financier qui entraînerait sans doute son éviction de la zone euro.

Signe qu'il commence à se préparer au pire, le gouvernement chypriote a demandé au parlement de l'autoriser à instaurer un éventuel contrôle des mouvements de capitaux, qui pourrait lui permettre de freiner un exode des fonds déposés dans les banques du pays.

La Banque centrale européenne a en effet prévenu les dirigeants chypriotes que, faute de solution, elle cesserait dès le 25 mars de fournir des liquidités d'urgence aux établissements bancaires de l'île.

Au même moment, un haut responsable de l'UE a déclaré à Reuters que, faute d'accord sur une taxation des dépôts, Chypre devrait fermer purement et simplement ses banques les plus importantes et alors quitter la zone euro.

*"Si le secteur financier s'effondre, alors le pays devra tout simplement subir une dévaluation très significative et, face à cette situation, il n'aura pas d'autre issue que celle d'avoir sa propre monnaie"*, a déclaré ce responsable.

Ce double coup de semonce de la BCE et de l'UE intervient alors que la classe dirigeante chypriote tente d'élaborer un nouveau plan pour réunir des fonds après l'échec d'un premier projet rejeté à une immense majorité par les parlementaires de l'île.

Les ministres des Finances des 16 autres pays de la zone euro ont appelé jeudi soir Nicosie à leur présenter une nouvelle proposition qui, a précisé le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, devra respecter "les paramètres définis auparavant".

Pratiquement au même moment, le gouvernement chypriote présentait au parlement un projet de création d'un "*fonds de solidarité*" qui rassemblerait des actifs publics, notamment les revenus futurs des réserves de gaz du pays. L'examen du texte a été reporté à vendredi.

Le président du parlement, Yiannakis Omirou, a souligné que l'instauration d'une taxe sur les dépôts bancaires non garantis n'était pas à l'ordre du jour.

Chypre, qui n'a plus accès aux marchés, a besoin d'une aide de 17 milliards d'euros et il était prévu que 5,8 milliards soient prélevés via une ponction exceptionnelle sur les dépôts bancaires, le reste des fonds étant apportés par l'UE et le FMI. Mais le parlement a rejeté massivement cette solution mardi.

Constatant le blocage de la situation, Standard & Poor's a dégradé une nouvelle fois jeudi la note souveraine de Chypre, ramenée à CCC.

A Nicosie, Bank of Cyprus, la principale banque de l'île, a lancé un appel au gouvernement pour qu'il s'entende au plus vite avec l'UE.

La banque centrale chypriote, de son côté, a démenti des rumeurs de faillite de la deuxième banque de l'île, Cyprus Popular Bank, puis annoncé peu après un "processus de résolution" pour consolider le secteur.

*"En établissant ce cadre légal, des mesures de résolution seront imposées à Popular Bank de telle sorte qu'elle pourra continuer d'offrir des services bancaires à ses clients mardi prochain"*, a dit à la presse son gouverneur, reconnaissant ainsi la grave situation dans laquelle se trouve la banque.

Il n'a pas précisé la teneur de ces mesures mais a assuré que les dépôts bancaires jusqu'à 100.000 euros seraient protégés.

Déjà fermés lundi, mardi et mercredi, les établissements bancaires chypriotes garderont portes closes jusqu'à mardi, lundi étant férié à Chypre.

D'une téléconférence de représentants des ministères des Finances de la zone euro ont filtré des détails exposant la perplexité des partenaires de Chypre face au comportement de sa classe politique.

Selon des notes prises durant cette réunion et que Reuters a pu consulter, la question d'une sortie de Chypre a été ouvertement évoquée. L'absence de représentant chypriote a troublé plusieurs participants et reflété l'ampleur de la confusion régnant dans le dossier.

A Moscou, le ministre des Finances chypriote, Michael Sarris, a dit négocier un éventuel accroissement des investissements russes dans les secteurs bancaire et énergétique du pays ainsi qu'une extension des maturités et une baisse des taux d'intérêt d'un prêt de 2,5 milliards d'euros consentis par la Russie.

L'implication du Kremlin, qui souhaite préserver l'intégrité des milliards d'euros d'avoirs russes à Chypre, complique encore le dossier.

La Russie, qui partage avec Chypre une forte culture orthodoxe, juge sévèrement le comportement de la zone euro. Son Premier ministre, Dmitri Medvedev, a comparé les propositions du bloc monétaire à des mesures confiscatoires dignes de l'époque soviétique.

Signe de la volonté de Moscou de mettre tout son poids dans la balance, Dmitri Medvedev a prévenu que la Russie pourrait réduire la part en euro de ses réserves de change, qui était de 42% au 1er janvier.

La deuxième banque russe, VTB, présente à Chypre via sa filiale Russian Commercial Bank, a démenti être intéressée par l'acquisition de banques chypriotes et a même menacé de se retirer de l'île si les dépôts venaient à être ponctionnés.

## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Etats-Unis: 149 tours de contrôle américaines vont fermer à partir d'avril. (23.03)

Pour ses détracteurs, rien n'illustre mieux le caractère "*stupid*" de l'austérité généralisée américaine que la fermeture prévue de la tour de contrôle de Salisbury, un petit aéroport régional à deux heures de Baltimore, sur la côte Est américaine.

En 1999, le comté local a investi 640.000 dollars pour ajouter une tour à cet aéroport utilisé par des pilotes amateurs, des avions militaires et quelques vols US Airways. Depuis, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) paie le salaire des contrôleurs aériens, sous-traitants privés, comme dans de nombreux autres aéroports.

Mais la FAA se voit aujourd'hui forcée d'économiser environ 600 millions de dollars d'ici septembre 2013, sous le coup de coupes budgétaires automatiques votées par le Congrès et promulguées par le président Barack Obama.

Conséquence: le gouvernement a annoncé vendredi que 149 tours de contrôles privées (sur 251) allaient fermer à partir du 7 avril, un chiffre légèrement réduit par rapport à une liste prévisionnelle publiée en février.

A celles-ci devaient s'ajouter 49 autres, directement gérées par la FAA, qui avaient été marquées en février pour fermeture plus tard dans l'année, soit au total 38% des tours du pays --pas dans les grands aéroports comme New York, mais dans les aéroports où elles ne sont pas jugées cruciales, comme Salisbury.

Ces coupes affectent chaque agence gouvernementale uniformément et ont été qualifiées de "*stupid*" par des élus car elles ne distinguent pas les services importants des autres.

Le directeur de l'aéroport de Salisbury, Robert Bryant, veut toutefois mettre les points sur les "i": un pilote sait atterrir sur une piste sans tour.

Mais les contrôleurs aériens ont un travail de chef d'orchestre pour séparer les avions, à l'atterrissage et au décollage, et faire en sorte qu'ils n'entrent pas en collision.

Sans tour, "*il sera de la responsabilité des pilotes de communiquer sur la même fréquence radio et de se parler pour dire quelle est leur position, quelles sont leurs intentions, et on espère que tout le monde écouterait bien la même fréquence*" dit-il à l'AFP.

Dans sa tour, un contrôleur veille, une paire de jumelles sur son plan de travail. Ce jour-là il neige et la visibilité est mauvaise.

"*Quand il y a des vols commerciaux, des avions militaires, beaucoup de trafic, on a vraiment besoin d'une paire d'yeux supplémentaire*", explique Tom, 46 ans, qui s'attend à perdre son emploi.

A Salisbury, 53.000 "*opérations*" (un décollage ou un atterrissage compte comme une opération) ont eu lieu en 2012, et le gouvernement a fixé la barre éliminatoire à 150.000 par an.

Les six vols quotidiens d'US Airways seront maintenus. Mais le président du comté, Richard Pollitt, craint que les passagers n'évitent son aéroport.

Ses premiers mots furent: "*la sécurité ne sera pas affectée*", assure-t-il.

La décision de fermer la tour n'en est pas moins absurde, selon lui, fruit de l'impasse entre démocrates et républicains à Washington, aucun des camps n'ayant voulu céder sur le budget pour permettre une annulation ou un report des coupes automatiques. "*C'est des conneries*", dit-il.

*"Les gens pensent que la décision a été prise de cibler les services qui seraient le plus ressentis par la population", ajoute Robert Bryant. "Ils voulaient faire quelque chose de visible, et l'aviation est une cible facile".*

Les républicains sont d'accord: selon eux, Barack Obama aurait intérêt à envenimer la situation pour mettre l'opinion de son côté et forcer ses opposants à accepter d'annuler l'austérité.

*"Apparemment, certains à Washington veulent nous faire croire que la fermeture des tours de contrôles prouvera une fois pour toutes (...) qu'il est impossible de réduire les budgets", déclarait le sénateur Jerry Moran mercredi.*

Son amendement pour annuler les fermetures des tours de contrôle a été enterré sans même un vote.

Commentaire.

J'ai mis cet article en ligne pour montrer qu'on est en présence de fous dangereux, de dingues à qui il faut retirer le pouvoir des mains, les neutraliser par la force ou les exterminer pour qu'ils cessent de nuire définitivement à la population américaine et du reste du monde. Existerait-il une autre alternative ? Chacun sait que non, alors un peu de courage...

## Un article de l'AFP du 21 mars 2013

### Espagne: les retraités paient un lourd tribut au fiasco bancaire. (23.03)

"Quelle honte! Le gouvernement sait que Bankia escroque les retraités": malgré ses 70 ans, Antonio Rodriguez manifeste chaque jeudi à Madrid, victime des "preferentes", ces titres "toxiques" vendus en masse à des retraités qui y ont englouti leurs économies.

"En 2009, j'ai acheté pour 72.000 euros de ces titres. Notre banquier nous avait promis 7% d'intérêt avec un produit sûr. S'il nous avait dit qu'on risquait de tout perdre, nous n'aurions jamais signé", témoigne ce retraité.

Comme lui, ils sont des dizaines à se rassembler chaque semaine dans le centre de Madrid, devant Caja Madrid, l'une des caisses d'épargne dont la fusion en 2010 a donné naissance au géant bancaire espagnol Bankia.

Tous fustigent la vente massive de ces "preferentes", ou "participations préférentielles", et d'autres produits complexes par les banques et caisses d'épargne en mal de liquidités.

Cette pratique s'est répandue après l'explosion en 2008 de la bulle immobilière. Frappées par la crise, plusieurs banques espagnoles ont eu recours à la vente de ces titres, offrant une rémunération confortable.

De nombreux petits épargnants se sont ensuite retrouvés piégés, avec leur placement bloqué par les banques surendettées.

"Les banquiers avaient besoin de prendre l'argent où il était, auprès des vieux qui épargnent plus", s'emporte Antonio Baraona Ortiz, 75 ans.

"Je travaillais la nuit. Nous avons quatre enfants. Nous avons fait beaucoup de sacrifices pour épargner 68.000 euros et ils nous ont tout volé", lâche-t-il. Tous disent avoir fait confiance à leur banquier. "Nous sommes des clients de toujours. J'ai placé 52.000 euros", regrette Puri Cano, une pré-retraîtée de 56 ans.

Près d'un million de familles se sont retrouvées, souvent sans le savoir, détentrices de quelque 30 milliards d'euros de ces titres, affirme l'Adicae, une association de défense des petits actionnaires.

"Aucun autre pays d'Europe n'a vendu de participations préférentielles à des petits épargnants. La pression du lobby bancaire est énorme en Espagne", dénonce Fernando Herrero, son porte-parole.

Selon les chiffres officiels, 22 milliards d'euros de "participations préférentielles" étaient aux mains de petits porteurs en mai 2011, émis par des banques dont certaines ont frôlé la faillite.

Or la valeur de ces titres a fondu avec la crise. D'autant que le sauvetage européen de plus de 40 milliards d'euros accordé en 2012 aux banques espagnoles en difficulté a imposé de lourdes pertes à leurs détenteurs pour ne pas allonger la facture du contribuable européen.

Le fonds public de restructuration bancaire (Frob) a annoncé vendredi une décote de 38% pour les titulaires de "preferentes".

L'association Apabanc de défense des petits actionnaires a immédiatement dénoncé cette décision qui touche "les petits épargnants espagnols victimes de la plus grande escroquerie financière du pays".

Les associations ont reçu des milliers de plaintes de petits porteurs. "75% de ces produits ont été vendus dans les années 2008-2009" auprès de personnes dont toutes ne savaient pas ce qu'elles achetaient, a reconnu vendredi le ministre de l'Economie Luis de Guindos.

Sur les 1.274 plaintes reçues depuis 2011 par le défenseur du peuple chargé de contrôler l'administration, "une majorité provient de personnes âgées", selon un porte-parole de cet organisme.

Quelques-uns ont déjà obtenu gain de cause devant la justice.

Pour les autres, le gouvernement a annoncé vendredi la création d'une commission d'arbitrage qui devraient aider les personnes "*les plus vulnérables*" à récupérer le plus possible s'il est reconnu qu'elles n'étaient pas à même de comprendre ce qu'il achetait.

Les banques privées ont d'ailleurs été mises à contribution et devront verser, via le fonds de garantie des dépôts, entre 1,5 et 2 milliards, pour rembourser des victimes de produits toxiques des banques nationalisées NovaGaliciaCaixa et CatalunyaCaixa.

Mais c'est ce fonds qui fixera le prix de reprise des titres, avec obligatoirement une décote, a indiqué une source des autorités bancaires.

En attendant, Nemecio Martin, un retraité de 70 ans, qui avait placé 42.000 euros pour payer sa maison de retraite, est désespéré: "*Si je ne peux pas payer, je vais où? Sous un pont pour mourir?*"

Commentaire.

Il va falloir se rassembler et prendre les armes pour faire respecter vos droits et passer à l'assaut des institutions, avez-vous une autre solution à proposer ? Personnellement je n'en vois pas d'autres.

## Un article de l'AFP du 23 mars 2013

### Egypte la colère des révolutionnaires contre les islamistes s'aggrave. (24.03)

Deux ans après la chute de Hosni Moubarak, de nombreux "*jeunes de la révolution*" estiment n'avoir plus que la violence de rue pour s'opposer aux Frères musulmans au pouvoir en Egypte, accusés de reproduire un système répressif, sourd aux espoirs de démocratie.

"*C'est devenu une guerre de rues. Chaque coup qu'ils nous portent, on le leur rend encore plus fort*", lance Farid Sayyed, 24 ans, rencontré lors des affrontements des derniers jours devant le siège des Frères musulmans dans la banlieue du Caire.

A trois reprises en une semaine, les abords du bâtiment, dans le quartier de Moqattam, ont vu des violences entre manifestants proches de l'opposition, membres de la confrérie islamiste et policiers, qui ont fait plusieurs dizaines de blessés.

C'est la première fois que le siège de la confrérie est ainsi visé, preuve que le puissant mouvement islamiste et son bureau politique sont désormais identifiés comme le vrai centre du pouvoir, éclipsant le président Mohamed Morsi, pourtant issu de ses rangs.

La fugace solidarité du début 2011 contre Moubarak entre le mouvement islamiste très structuré et les "*jeunes de la révolution*" -ardents militants pro-démocratie mais mal organisés- a fait long feu.

"*Nous avons commencé par défendre nos idées politiques puis les Frères musulmans ont échoué à nous faire taire, alors ils essayent de nous tuer*", dit Farid avec amertume.

"*Même si les Frères musulmans quittent le pouvoir, notre conflit avec eux persistera car il est devenu personnel*", renchérit Abdallah Souleimane, un étudiant en droit de 18 ans.

Une vidéo réalisée par le site d'information alternative "*Mosireen*" ("déterminés"), très regardée sur Youtube, replace les flambées de colère actuelles dans le prolongement de la révolte qui chassa Hosni Moubarak.

"*Les Frères sont des menteurs, ils trompent sous couvert de religion*" ou "*ils sont le nouveau PND*" -le parti autrefois hégémonique de Moubarak- y scandent des manifestants.

Absence de l'Etat de droit

"*La violence est exercée par les Frères contre les manifestants. Les milices des Frères visent les militants et les tuent*", affirme à l'AFP Heba Yassine, une porte-parole du Courant populaire, l'un des principaux mouvements d'opposition.

"*Toute violence est une réaction à l'absence de l'Etat de droit, ce qui fait que les opprimés se font justice eux-mêmes*", estime-t-elle.

Les Frères musulmans dénoncent pour leur part une dérive du mouvement révolutionnaire.

"*Les vrais révolutionnaires ont disparu de la scène, occupée maintenant par des voyous et ceux qui veulent se venger de la police*", dit à l'AFP Yasser Mehrez, un porte-parole des Frères. "*Les choses sont sorties du cadre de la politique*", ajoute-t-il.

Elu en juin 2012, Mohamed Morsi se prévaut d'être le premier civil à avoir accédé à la présidence après une longue lignée de militaires, grâce pour la première fois à un scrutin démocratique.

Mais les pleins pouvoirs qu'il s'était temporairement accordés fin 2012, puis l'adoption d'une Constitution accusée de faire la part belle aux islamistes, ont renforcé la détermination de l'opposition.

Des manifestations meurtrières l'an dernier devant le palais présidentiel, l'aggravation de la crise économique, la dégradation de la sécurité à travers le pays et les craintes d'une mainmise des Frères sur l'appareil l'Etat ont encore alourdi le climat.

*"Face à l'impasse politique actuelle, gouvernants et gouvernés sont tentés par le recours à la rue pour régler leurs comptes",* explique Ahmed Abd Rabbo, professeur de Sciences politiques à l'Université du Caire.

Pour Noha Bakr, professeur en sciences politiques à l'Université américaine du Caire, la tension est exacerbée par *"la diabolisation de l'autre, et la banalisation de l'effusion de sang"*.

"Cela risque de transformer l'Egypte en un pays à la dérive, dans lequel l'Etat pourrait perdre définitivement tout contrôle", prévient-elle.

## Un article de Reuters du 23 mars 2013

### La justice sort peu à peu du joug politique. (24.03)

L'actualité politico-judiciaire de ces derniers jours, marquée par l'affaire Cahuzac et la mise en examen de Nicolas Sarkozy, témoigne d'un nouveau climat dans les relations entre l'exécutif et la justice après des années de vives tensions, selon des analystes.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche en mai 2012, des magistrats semblent s'affranchir plus facilement des pressions hiérarchiques ou politiques.

*"Beaucoup de reproches sont faits à François Hollande aujourd'hui, mais pas celui d'empêcher les juges de faire leur travail, pas celui d'être suspecté d'être malhonnête ou de vouloir être hyperprésident ou de vouloir occuper des prérogatives qui ne sont pas les siennes",* souligne Gaël Sliman de l'Institut BVA.

Nicolas Sarkozy a été mis en examen jeudi soir à Bordeaux pour *"abus de faiblesse"* dans un volet de l'affaire Bettencourt où pourraient apparaître d'éventuels financements illégaux de la campagne présidentielle de 2007.

Cette mise en examen survient deux jours après l'ouverture par le parquet de Paris d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale qui a entraîné la démission de l'ex-ministre socialiste du Budget Jérôme Cahuzac, soupçonné d'avoir détenu illégalement en Suisse un compte bancaire.

Pour le politologue Stéphane Rozès, ces rebondissements montrent *"très clairement que l'actuelle majorité laisse travailler les magistrats, à la fois sur l'affaire Cahuzac et sur l'affaire Sarkozy"*. *"Dans les deux cas, la garde des Sceaux laisse faire les magistrats."*

La ministre de la Justice Christiane Taubira a assuré vendredi les magistrats de son soutien face aux critiques des proches de Nicolas Sarkozy dont Henri Guaino qui a accusé le juge Gentil de *"déshonorer la justice par ses "accusations grotesques" lancées contre Nicolas Sarkozy"*.

## RESPECTER LA JUSTICE

Pour Gaël Sliman, *"le fait de respecter la justice quand on est un parti politique au pouvoir ou de donner ce sentiment là, c'est plutôt porté à votre crédit. Le fait de se fâcher avec les juges ou de contester les résultats ça ne produit pas en général un bon effet sur le parti politique ou l'homme politique qui le fait"*, dit-il.

Ce nouveau climat a permis de tourner la page de plusieurs années de vives tensions entre le monde judiciaire et le gouvernement de Nicolas Sarkozy.

En 2009, la volonté de l'ex-président de la République de supprimer les juges d'instruction après l'affaire d'Outreau avait suscité l'indignation des syndicats de magistrats qui dénonçaient *"la mort d'un système judiciaire indépendant"*.

Sous Nicolas Sarkozy, *"il y avait à la fois une grande méfiance de ces politiques envers les juges d'instruction, en tout cas une volonté de leur confier le moins possible d'enquêtes"*, souligne une magistrate sous couvert de l'anonymat.

*"Là on a une volonté contraire, notamment concernant l'affaire Cahuzac, il y a une volonté de la part du procureur d'une plus grande transparence."*

Les récents développements dans l'affaire Bettencourt et l'affaire Cahuzac sont-ils pour autant le révélateur d'un changement profond des relations entre justice et politique ? *"Il est trop tôt pour le dire"*, dit cette magistrate.

*"On attend plus de choses à ce niveau là, une toujours plus grande transparence et le moins d'empiétement possible dans la marche de la justice."*

## ALLIANCE PRESSE MAGISTRATS

Cette succession de procédures judiciaires en l'espace de 48 heures illustre aussi l'alliance conclue entre la presse et les "*petits magistrats*" au début des années 1990 au nom de l'indépendance de la justice, note Stéphane Rozès.

Les deux affaires judiciaires ont été révélées par le site d'information en ligne Mediapart.

*"Il y a eu une alliance des médias et des petits magistrats pour faire en sorte que la magistrature recouvre une indépendance par rapport à la tutelle historique du politique"*, souligne-t-il.

*"Cette tendance remonte à la période des petits juges, à partir du début des années 1990 après les scandales de la fin de la Mitterrandie lorsque l'opinion publique commençait à être très critique à l'égard de la classe politique."*

Les Français ont toujours soutenu les juges d'instruction, qui sont garants à leurs yeux de l'indépendance de la justice et garants "*du fait qu'il y aura toujours des petits juges pour remettre les hommes politiques dans le droit chemin*", note Gaël Sliman.

Pour Stéphane Rozès, les récentes affaires révélées par Mediapart ne devraient pas se traduire par une montée des populismes en France, ni d'un regain du refrain "*tous pourris*".

*"C'est perçu positivement par les Français qui considèrent que les juges font leur travail. Je crois que quand chacun fait son travail en démocratie, c'est une matière antidote aux populismes"*, estime-t-il.

Commentaire.

Et les affaires d'Etat Boulin, Clearstream, Karachi, et des dizaines d'autres ? Cahuzac, Sarkozy, ce sont des cas individuels qui n'engagent qu'eux, les affaires citées engagent l'Etat, ses partis...

## Un article de l'AFP du 24 mars 2013

### WikiLeaks: Bradley Manning, "héros" de l'auteur des fuites sur le Vietnam (25.03)

Il a attendu des décennies avant que WikiLeaks révèle au public des milliers de documents confidentiels. Aujourd'hui, Daniel Ellsberg, l'homme à l'origine de la fuite des "*Pentagon papers*" sur la guerre du Vietnam, considère Bradley Manning comme un "héros".

La taupe de WikiLeaks, accusée d'être à l'origine de la fuite de documents militaires et de milliers de câbles diplomatiques américains, est un champion de la vérité, certainement pas un traître à son pays, plaide cet ancien analyste militaire désormais octogénaire, dans un entretien à l'AFP.

"Je m'identifie facilement à ceux qui dénoncent les secrets", ces fameux "*whistleblowers*", explique Ellsberg. "Mais avec Bradley plus que les autres. Il mérite d'être vu comme un héros. En tout cas, il en est un pour moi".

Depuis sa maison de Kensington, dans la baie de San Francisco (Californie, ouest), il dit même souhaiter que le jeune soldat incarcéré depuis trois ans se voie décerner le prix Nobel de la paix.

L'histoire du jeune analyste de renseignement en Irak renvoie à la sienne, quand en 1971, il s'est retrouvé à l'origine de la fuite de 7.000 pages de documents, les fameux "*Papiers du Pentagone*".

Ce rapport secret, officiellement nommé "*Relations Etats-Unis-Vietnam 1945-1967, une étude préparée pour le département de la Défense*", retraçait l'histoire de la politique américaine avec le Vietnam après la Seconde Guerre mondiale.

Une fois rendus publics par une quinzaine de quotidiens américains, les documents ont montré que le gouvernement américain n'avait cessé de mentir à la population sur l'engagement des Etats-Unis dans le conflit.

La fuite orchestrée par Manning est la plus importante depuis les "*Pentagon Papers*" et, selon Ellsberg, il y a "*fréquemment besoin de ce type de révélations*".

"Je n'aurais pas pu le faire sans photocopieuse. Manning n'aurait pu faire ce qu'il a fait sans clé USB", note-t-il simplement. La volonté d'informer le public sur ce que le gouvernement veut lui cacher est la même.

Daniel Ellsberg salue également le rôle du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Il "*était en territoire inconnu, tout seul, et a été le premier à faciliter les fuites par des gens comme moi ou Manning*", en donnant les outils informatiques pour publier les fuites et en garantissant l'anonymat, juge-t-il.

Les critiques contre WikiLeaks, accusé d'avoir mis des gens en danger par ces révélations, il les balaie de la main. "*Ironiquement, les accusations ont été proférées par des gens qui sont souillés du sang des civils innocents en Irak, en Afghanistan, en Somalie, au Yémen et partout ailleurs*", rétorque l'activiste.

Le procès de Bradley Manning doit débiter en juin et le jeune homme encourt la réclusion à perpétuité pour "*collusion avec l'ennemi*".

Daniel Ellsberg espère voir les charges abandonnées. Pour les mêmes raisons pour lesquelles il a lui-même échappé à la justice: les fautes du gouvernement "*heurtent la notion de justice*".

Sous l'administration de Richard Nixon, il dit avoir été victime d'écoutes illégales, du cambriolage du bureau de son médecin et même de tentatives de le "*neutraliser complètement*". Des actions qu'il compare au traitement subi par Manning en prison, où il a été isolé de longs mois et parfois privé de ses vêtements ou de sommeil.

Ellsberg a lui-même été sorti de la salle du tribunal lors d'une comparution de Bradley Manning, après avoir tenté de discuter avec lui lors d'une suspension d'audience.

Pour Daniel Ellsberg, le gouvernement américain est "*en guerre*". "*Appelez-la la guerre contre la révélation de la vérité, surtout les vérités sur les crimes, les mensonges, la guerre et les imprudences du gouvernement*". Face à cela il faut, selon lui, davantage de Bradley Manning.

Commentaire.

J'étais en train de formater cet article, quand je me suis demandé si Daniel Ellsberg et Bradley Manning n'avaient pas été manipulés à leur insu, quand on a en mémoire le Watergate et la purge qu'Obama a entreprise au sommet de l'Etat et du ministère de la Défense en particulier, ses attaques contre le Pentagone. Les révélations de WikiLeaks ont porté un sérieux coup aux républicains... On pourrait aussi s'étonner que Daniel Ellsberg coule des jours paisibles, alors que la CIA a liquidé des opposants, des indics ou des "*traîtres*" pour moins que cela, à croire qu'il leur avait rendu un fier service. A suivre.

## Un article de l'AFP du 26 mars 2013

### **Pays émergents: les Brics veulent créer une banque de développement. (27.03)**

Les dirigeants des pays émergents des Brics, réunis à Durban en Afrique du Sud, se sont mis d'accord mardi pour créer une banque de développement commune destinée à financer des infrastructures, qui devrait leur permettre de se passer de la Banque mondiale.

"C'est fait", a déclaré le ministre sud-africain des Finances Pravin Gordhan, quand l'AFP lui demandait si les cinq pays --Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud-- étaient parvenus à un accord sur la création de cette banque, lors des discussions ministérielles précédant leur cinquième sommet annuel.

Les détails devraient être annoncés mercredi par les chefs d'Etat et de gouvernement des cinq pays, selon M. Gordhan.

Mais il devrait ne s'agir que d'un accord de principe, le règlement des questions techniques étant remis à plus tard.

"Il y a encore beaucoup de détails à discuter (...) et il va y avoir un processus pour le reste de ces détails", a indiqué à l'AFP le ministre du Commerce et de l'Industrie sud-africain Rob Davies.

La nouvelle banque devrait, selon les conclusions de la commission de travail qui a précédé le sommet, être dotée d'un capital de départ de 50 milliards de dollars, soit 10 milliards par pays.

Quand bien même elle devrait avoir du mal à réunir une telle somme qui correspond à 2,5% de son produit intérieur brut (PIB), l'Afrique du Sud en a fait une priorité. Elle espère trouver ainsi un moyen de financer son ambitieux programme d'infrastructures et aussi les projets des pays voisins.

"Je pense que les montants disponibles pour financer le développement ne sont clairement pas suffisants pour satisfaire (...) les besoins en infrastructures sur le continent africain. Ainsi, un nouvel acteur sera le bienvenu, pour ajouter sa contribution et, espérons le, secouer quelques-unes des autres institutions grâce à une saine concurrence", a relevé le ministre du Commerce et de l'Industrie sud-africain Rob Davies.

Le pays hôte a d'ailleurs donné pour thème à la rencontre de Durban "Les Brics et l'Afrique: un partenariat pour le développement, l'intégration et l'industrialisation".

Derrière le discours politique unificateur, qui consiste à dire que les Brics doivent constituer une force économique et politique pour s'affranchir des puissances occidentales, se dissimulent cependant des appréhensions africaines.

L'implantation massive en Afrique de la Chine, le géant des Brics, pose question, certains estimant que la Chine n'est plus un pays émergent, et que ses relations économiques avec le continent s'apparentent désormais à une nouvelle forme de colonialisme.

La journée a justement démarré mardi pour le président sud-africain Jacob Zuma par la réception de son homologue chinois Xi Jinping dans le cadre d'une visite d'Etat à Pretoria.

"Nous voyons les succès de la Chine comme une source d'espoir et d'inspiration. L'émergence de la Chine porte des leçons pour nous, car nous essayons de suivre son exemple", a déclaré M. Zuma.

Et les deux pays de signer quelques contrats, notamment dans les domaines des hydrocarbures et du développement d'infrastructures de transport.

Un contre-poids à l'Occident

Les deux hommes se sont ensuite rendu à Durban où M. Zuma s'est entretenu en tête-à-tête avec le Russe Vladimir Poutine.

Soucieux de leur indépendance, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui rassemblent 43% de la population mondiale et produisent le quart du PIB de la planète, veulent se doter d'institutions et mécanismes communs leur permettant de contourner un système mondial actuellement dominé par l'Occident, du Fonds monétaire international (FMI) à la Banque mondiale (BM) en passant par les agences de notation.

La BM a "salué" mardi le lancement de cette nouvelle banque, rejetant implicitement toute idée de compétition entre les deux institutions.

"*Nous sommes prêts à travailler étroitement avec cette nouvelle banque pour mettre un terme à la pauvreté*", a précisé l'institution de Washington dans un communiqué.

Outre la création d'une banque de développement, les Brics pourraient aussi mettre en réserve une partie de leurs fabuleuses réserves de change --4.400 milliards de dollars, selon Pretoria, aux trois quarts détenus par Pékin-- pour s'entraider en cas de choc conjoncturel.

Ce pot commun, qui leur permettraient d'éviter un recours au FMI, devrait être doté d'une centaine de milliards de dollars, selon le gouverneur de la banque centrale du Brésil Alexandre Tombini.

Le Brésil et la Chine ont parallèlement signé un accord d'échange de 30 milliards de dollars entre leurs banques centrales destiné à stimuler leur commerce bilatéral.

Les cinq pays ont aussi dans leurs cartons une agence de notation, un mécanisme de réassurance, un conseil d'entrepreneurs, une classification maison des universités... On évoque également un câble sous marin permettant de transmettre des données à haut débit du Brésil à la Russie via l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine, un projet à 1,2 milliard de dollars.

## Un article de l'AFP du 26 mars 2013

### La crise sociale s'aggrave dans l'Union européenne. (27.03)

Conséquence de la crise et des politiques d'austérité, l'emploi a régressé et le chômage n'a cessé d'augmenter dans l'Union européenne, tandis que la situation financière des ménages est restée précaire, a constaté la Commission européenne dans un rapport publié mardi.

*"Les effets négatifs des restrictions budgétaires et des hausses d'impôts sur l'emploi et le niveau de vie sont de plus en plus visibles dans certains États membres",* souligne le rapport.

*"La crise sociale que traverse l'Europe continue de s'aggraver. Dans un certain nombre d'États membres, aucun signe d'amélioration tangible n'est en vue. Les personnes les plus pauvres ont très souvent été les plus sévèrement touchées",* a reconnu le commissaire européen chargé des Affaires sociales, Laszlo Andor.

Les chiffres du rapport sont accablants.

Le chômage a continué d'augmenter en janvier 2013. Il touche désormais 26,2 millions de personnes dans l'Union (19 millions dans la zone euro), soit 10,8% de la population active (11,9% de celle de la zone euro). L'écart en matière de chômage entre, d'une part, le sud et la périphérie et, d'autre part, le nord de la zone euro a atteint 10 points de pourcentage en 2012, un niveau sans précédent.

Non seulement le chômage des jeunes a atteint un nouveau sommet dans l'ensemble de l'Union (23,6 % des jeunes actifs étaient sans emploi en janvier 2013), mais sa durée tend à s'allonger.

Le PIB de l'Union a affiché un recul de 0,5% au quatrième trimestre 2012, le plus important depuis le début de l'année 2009. Le taux d'emploi total s'est contracté de 0,4% en 2012; rien qu'au quatrième trimestre, il a diminué de 0,2% par rapport au trimestre précédent.

Les dépenses de protection sociale baissent plus rapidement que lors des crises économiques précédentes, note encore le rapport, qui constate que la proportion des ménages de l'Union faisant état d'une situation de détresse financière reste largement supérieure à ce qui a pu être observé au cours de la précédente décennie. Près d'un ménage à bas revenus sur quatre connaît une telle situation.

Commentaire.

On appréciera leur cynisme, quand les peuples déferleront et se vengeront de tout ce qu'ils leur ont fait subir, ils ne pourront pas plaider qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient et leurs conséquences dramatiques pour des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles en Europe.

Comment faire pour continuer à satisfaire les besoins grandissants des privilégiés dont la masse augmente aussi, mêmes si elle ne représente qu'une infime partie de la population, qui concentre à elle seule l'essentiel des richesses produites, et satisfaire les besoins grandissants également d'une population européenne et mondiale en augmentation.

Telle est à la fois le fondement du capitalisme et la contradiction qu'il doit affronter et qui conduit à son effondrement, justifie de leur point de vue les politiques d'austérité qu'ils mettent en oeuvre, et aussi les guerres...

## Un article de RTBF et lejournaldusiecle.com du 27 mars 2013

### **L'utilisation massive de pesticides met l'humanité en danger selon le cancérologue D. Belpomme . (27.03)**

Cancérologue français Dominique Belpomme, l'utilisation massive de pesticides dans l'agriculture met l'espèce humaine en danger.

Cancer, diabète, obésité, leucémie ou autisme chez l'enfant: pour résoudre ces problèmes de santé publique, il n'y a qu'une réponse possible selon lui, c'est de réduire l'utilisation des produits chimiques, et notamment les pesticides.

Pour Dominique Belpomme, professeur en cancérologie à l'université de Paris, trois quarts des cancers sont évitables puisqu'ils sont dus à la dégradation physique, chimique et biologique de notre environnement, « *à condition que nous ayons une politique environnementale à la hauteur des enjeux de santé publique. Autrement dit, que nous réduisions à leur source les polluants chimiques que nous dispensons dans l'environnement* ».

Il indique au micro de Bertrand Henne que la communauté scientifique est d'accord pour constater le « *lien causal entre l'utilisation à outrance des pesticides telle que nous le faisons aujourd'hui en Europe et l'apparition des fléaux de santé publique tels que cancer, diabète, obésité, leucémie chez l'enfant ou autisme chez l'enfant. La seule réponse possible à ce problème majeur de santé publique est de réduire l'utilisation des produits chimiques mis sur le marché, et notamment les pesticides utilisés dans l'agriculture* ».

Le professeur Belpomme insiste pour dire que « *ce n'est pas la dose qui fait le poison, mais la répétition des doses* » même infimes. Et qu'il y a des « *effets cocktails : plusieurs substances peuvent s'associer pour créer des effets qui n'existent pas lorsqu'on étudie ces substances isolément* ».

Cercle vicieux

« Mais aujourd'hui, on n'est pas suivi au niveau politique » regrette-t-il : le règlement européen de 2009 concernant l'utilisation des pesticides est « *scandaleux* » selon de nombreux scientifiques puisqu'il dit qu'il faut une utilisation durable des pesticides.

Si le cancérologue affirme qu'il « *y a aujourd'hui des alternatives à l'utilisation massive de pesticides* », il admet que « *la transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement ne pourra se faire que progressivement. Nous sommes dans un cercle vicieux dans lequel, pour des raisons purement économiques, nous utilisons des pesticides à outrance. Il y a 50 ans on n'utilisait pas de pesticides, on avait une agriculture moins rentable mais plus respectueuse de la santé* ».

« *Le véritable moyen pour arriver à guérir l'ensemble des cancers c'est d'ajouter à la prévention secondaire, c'est-à-dire le dépistage, la prévention primaire qui consiste à réduire à leur source les polluants environnementaux, dont font partie les pesticides* » poursuit le professeur Belpomme.

« *Si nous continuons à polluer l'environnement comme nous le faisons, l'espèce humaine se met en danger. Réchauffement climatique, problèmes de santé, destruction de la nature : nous sommes en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Par la dégradation de la planète, nous risquons tout simplement de faire en sorte que l'humanité disparaisse* ».

## Un article lejournalduciecle.com du 27 mars 2013

### « L' Allemagne contre l'Europe », l'article censuré d'El País. (28.03)

« Merkel, comme Hitler, a déclaré la guerre au reste de l'Europe, cette fois pour s'assurer un espace vital économique »...

Pour cette phrase, la tribune « L'Allemagne contre l'Europe » de l'économiste Juan Torres López, professeur à l'Université de Séville et membre du Conseil scientifique d'Attac Espagne, a été éjectée dimanche du site Internet de l'influent quotidien espagnol El País.

L'article « *contenait des affirmations que ce journal considère inappropriées* » explique El País dans un bref communiqué qui remplace la tribune en question.

Le site LatinReporters en a traduit ci-dessous le texte intégral, récupéré sur le blog Cumbre Social par Manuela Martínez, secrétaire générale de la section de Grenade de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste).

#### L' ALLEMAGNE CONTRE L'EUROPE

par Juan Torres López, économiste, professeur à l'Université de Séville

Il est très significatif qu'on parle habituellement de « *punition* » pour désigner les mesures que Mme Merkel et ses ministres imposent aux pays les plus touchés par la crise.

Ils disent à leurs compatriotes qu'ils doivent punir notre irresponsabilité afin que les Allemands ne payent pas notre gaspillage et nos dettes. Mais le raisonnement est faux, car les irresponsables n'ont pas été les peuples que Merkel s'obstine à châtier, mais les banques allemandes qu'elle protège et celles d'autres pays auxquelles elles octroyèrent des prêts, avec une irresponsabilité cette fois réelle, pour obtenir des profits multimillionnaires.

Les grands groupes économiques européens ont réussi à établir un modèle d'union monétaire très imparfait et asymétrique qui a aussitôt reproduit et élargi les inégalités initiales entre les économies impliquées. En outre, grâce à leur capacité d'investissement énorme et la puissance de leurs gouvernements, les grandes compagnies du Nord ont pu s'approprier de nombreuses entreprises et même des secteurs entiers des pays de la périphérie, comme l'Espagne. Cela a causé d'importants déficits commerciaux dans ces pays et des excédents, en Allemagne surtout, ainsi que dans d'autres pays dans une moindre mesure.

Parallèlement, les politiques successives des gouvernements allemands ont concentré davantage encore les revenus au sommet de la pyramide sociale, ce qui augmenta son niveau d'épargne déjà élevé. De 1998 à 2008, la richesse du 10% le plus riche d'Allemagne passa de 45% à 53% du total, celle du 40% suivant de 46% à 40% et celle du 50% le plus pauvre de 4% à 1%.

Ces circonstances mirent à la disposition des banques allemandes des sommes énormes. Mais au lieu de les consacrer à l'amélioration du marché intérieur allemand et de la situation de ceux disposant des revenus les plus bas, elles s'en servirent (à raison de quelque 704 milliards d'euros jusqu'en 2009, selon la Banque des règlements internationaux) pour financer la dette des banques irlandaises, la bulle immobilière espagnole, l'endettement des entreprises grecques ou pour spéculer, ce qui fit bondir la dette privée dans la périphérie européenne et les actifs toxiques des banques allemandes (900 milliards d'euros en 2009).

L'éclatement de la crise perturba gravement les banques allemandes, mais elles obtinrent que leur insolvabilité, plutôt que d'apparaître comme le résultat de leur grande imprudence et irresponsabilité (à laquelle Merkel ne fait jamais référence), soit présentée comme la conséquence du gaspillage et de la dette publique des pays abritant les banques auxquelles elles avaient octroyé des prêts. Les Allemands retirèrent rapidement leur argent de ces pays, mais la dette demeura dans les bilans des banques débitrices.

Merkel s'érigea en défenseur des banquiers allemands et, pour les aider, elle lança deux stratégies. L'une est celle des sauvetages, vendus comme destinés à sauver les pays, mais qui consistent en fait à octroyer

aux gouvernements des prêts que payent les peuples pour les transférer à des banques, dont une prompte récupération permettrait ensuite de rembourser les Allemands. L'autre stratégie est d'empêcher que la Banque centrale européenne stoppe d'emblée les attaques spéculatives contre la dette de la périphérie, la hausse des primes de risque des autres pays permettant alors à l'Allemagne de se financer à moindre coût.

Merkel, comme Hitler, a déclaré la guerre au reste de l'Europe, cette fois pour s'assurer un espace vital économique. Elle nous punit pour protéger ses grandes entreprises et ses banques et aussi pour faire oublier à son électorat le modèle honteux qui a fait que le niveau de pauvreté de son pays est le plus élevé des 20 dernières années, que 25% de ses salariés gagnent moins de 9,15 euros/heure ou qu'à la moitié de sa population ne correspond, comme je l'ai dit, qu'un misérable 1% de toute la richesse nationale.

La tragédie, c'est l'énorme collusion entre les intérêts financiers paneuropéens qui dominent nos gouvernements et que ceux-ci, au lieu de nous défendre avec patriotisme et dignité, nous trahissent en agissant comme de simples comparses de Merkel.

Commentaire.

L'auteur a raison à la fin de son article de mettre en relief la complicité de tous les gouvernements avec l'oligarchie financière, il a raison de mettre en lumière que l'Allemagne est le fer de lance du combat de la finance contre tous les peuples de l'UE puisque que l'Allemagne en est le pays le plus puissant, on pourrait ajouter historiquement et financièrement lié à Londres et Washington depuis un ou des siècles.

Par contre, on ne peut pas le suivre quand il enjoint aux gouvernements des différents pays de l'UE de penser avant tout aux intérêts de leur propre pays par "*patriotisme*" derrière lequel il faudrait se ranger ensuite, ce qui est une position sociale-patriote totalement inacceptable pour nous. Ce genre de discours est très dangereux, car il alimente et justifie le nationalisme, l'hyper nationalisme, au-delà, le national-socialisme.

Notre ennemi n'est pas l'Allemagne, il est dans notre propre pays, c'est notre propre bourgeoisie, notre propre oligarchie, nos propres capitalistes, le CAC 40, la Bourse, les banquiers et leurs institutions politiques, la Ve République, ce sont eux qu'il faut combattre, abattre.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point le mot d'ordre et la ligne politique axée sur la troïka sont opportunistes, inopérants et même rejoignent le danger évoqué plus haut. Désigner Washington, Bruxelles, Franckfort ou Berlin comme responsable de la situation économique et sociale, c'est détourner les travailleurs et les militants de leur véritable ennemi, la classe des capitalistes et leurs représentants politiques qui officient dans leur propre pays.

Il faut bien comprendre que dans la tête de la majorité des travailleurs qui ont une faible conscience politique, l'Allemagne désignera tous les Allemands sans distinction de classe. Ce qui est en train de se mettre en place c'est une propagande nauséabonde qui rappelle celle de 1914 ou 1939 parallèlement à une situation économique, sociale et politique qui n'est pas non plus sans rappeler ces époques, à des degrés différents selon les pays, c'est plus particulièrement vrai en Grèce.

D'où la nécessité d'expliquer la situation aux travailleurs et d'être le plus clair et le plus précis dans le choix des mots qu'on emploie dans notre discours.

Un article [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr) du 29 mars 2013

### **Etats-Unis : les guerres en Irak et en Afghanistan coûteront plus que prévu. (30.03)**

**Le budget américain en état de guerre. Selon une étude publiée jeudi 28 mars, les guerres en Irak et en Afghanistan vont coûter aux Etats-Unis de 4 000 à 6 000 milliards de dollars sur le long terme, et ainsi grever le budget du gouvernement pour les décennies à venir.**

Selon une spécialiste de l'université Harvard, Linda Bilmes, les Etats-Unis vont devoir s'occuper d'anciens combattants de plus en plus nombreux, environ 2,5 millions, coût qui s'ajoutera au remboursement des emprunts effectués pour faire face à celui des guerres elles-mêmes.

*"Une des conséquences de ces choix budgétaires faits durant les guerres en Irak et en Afghanistan, c'est que les Etats-Unis vont à l'avenir devoir limiter leurs dépenses de personnel, de diplomatie, de recherche et développement, et ils devront revoir certaines initiatives militaires", explique le rapport. "En bref, l'héritage des guerres en Irak et en Afghanistan va perdurer durant des décennies", ajoute l'étude.*

#### LA RETRAITE DES SOLDATS

Mme Bilmes, qui a travaillé par le passé pour le gouvernement de Bill Clinton, a constaté que les Etats-Unis avaient déjà dépensé 2 000 milliards de dollars pour les deux guerres lancées par George W. Bush.

Mais selon la spécialiste de Harvard, les coûts les plus importants seront le fait des pensions d'invalidité et les soins médicaux dispensés aux soldats blessés : ainsi, plus de la moitié des 1,56 million de soldats ayant pris leur retraite vont bénéficier de pensions à vie. Un chiffre sans précédent, selon Mme Bilmes.

Ces coûts augmenteront au fil du temps, précise-t-elle, soulignant par exemple que l'année la plus coûteuse pour les dépenses d'invalidité consécutives à la Première guerre mondiale a été l'année 1969, quand les anciens combattants ont vieilli et ont eu besoin de davantage de soins médicaux.

#### DES PENSIONS PLUS GÉNÉREUSES

*"Les dépenses futures seront encore plus importantes concernant les deux récents conflits, caractérisés par un taux de survie bien plus important, des pensions plus généreuses et de nouveaux traitements médicaux plus chers", ajoute encore Linda Bilmes.*

Les récents sondages d'opinion montrent que les Américains sont de plus en plus fatigués de la guerre en Afghanistan et critiquent la décision de George W. Bush d'envahir l'Irak il y a dix ans.

Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense sous Bush, avait affirmé avant l'invasion que la guerre coûterait environ 50 milliards de dollars.

10 ans après l'intervention en Irak.

## Un article de l'AFP du 29 mars 2013

### Représentativité: les cinq mêmes syndicats repris pour quatre ans. (30.03)

Le couperet est tombé vendredi : les cinq grandes confédérations syndicales, CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, ont obtenu leur certificat de représentativité pour rester à la table des négociations au cours des quatre prochaines années et le camp des réformistes se trouve conforté. Ces cinq syndicats ont franchi le seuil de 8% des voix aux élections professionnelles dans les entreprises du secteur privé, critère fixé par la loi de 2008 qui les rend tributaire de leur audience, mesurée tous les 4 ans.

La CGT reste premier syndicat français avec 26,77% des voix, talonnée par la CFDT (26%). FO obtient 15,94%, la CFE-CGC 9,43% et la CFTC 9,30%, a indiqué le ministère du Travail.

Ces cinq syndicats étaient déjà autour de la table en vertu d'un décret de 1966, lui-même issu d'un arrêté de 1945. Le camp des réformistes ne perd pas la CFTC, sur laquelle pesait une incertitude.

*"Désormais, les acteurs ont une légitimité fondée non sur la base d'un arrêté ministériel, mais sur la base d'une élection", ce qui "donne davantage de place et de force à la négociation collective", a relevé Jean-Denis Combexelle, directeur du travail, à l'issue de la présentation des résultats.*

Les règles également changent: le poids relatif de chaque syndicat lors des négociations est désormais fonction de son suffrage, calculé après élimination des non représentatifs. Pour être valide, tout accord avec le patronat doit être signé par un ou plusieurs syndicats totalisant 30% des voix, sans être rejeté par 50%.

La CGT pèse le plus lourd (30,62%, unique syndicat en mesure de valider éventuellement seul un accord), la CFDT (29,74%), FO (18,23%), la CFE-CGC (10,78%) et la CFTC (10,63%).

Le gouvernement est soulagé : l'accord du 11 janvier sur la sécurisation de l'emploi, signé par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, reste majoritaire au regard des nouvelles règles (les deux opposants, FO, CGT, pesant 48,8%).

Les cinq confédérations se disent toutes satisfaites.

La CGT se réjouit de voir *"confortée"* sa position de premier syndicat - elle est également en tête dans la fonction publique - mais elle perd des plumes: aux élections prud'homales de 2008, elle avait obtenu 33,9%. La centrale est pénalisée par sa présence moins forte que la CFDT dans les entreprises du privé.

La CFDT se targue d'être *"dans un mouchoir"* avec la CGT. La centrale réformiste estime que *"cette journée consacre la démocratie sociale"* en conférant *"une plus grande légitimité"* au club des cinq.

*"Les forces se réclamant clairement d'une pratique syndicale réformiste sont majoritaires. Cela peut constituer un espoir pour les salariés français et pour le dialogue social"*, relève l'Unsa, proche de la CFDT, mais qui avec 4,26%, n'a pas été qualifiée.

En ce jour saint, l'annonce est particulièrement réconfortante pour les dirigeants de la CFTC, *"irremplaçable et toujours représentative"*, proclame le syndicat chrétien attaché à sa spécificité.

Force ouvrière se dit *"satisfaite"* de consolider sa troisième place. *"Nous n'avons jamais été inquiets"*, affirme sa représentante Marie-Alice Medeuf-Andrieu.

La CFE-CGC, représentant les cadres, totalise dans son propre collège 18,14%, et au niveau national elle *"devient la quatrième organisation par ordre d'importance"*. Elle *"compte dans le paysage syndical"*, assure-t-elle.

Comme l'UNSA, Solidaires est recalée avec 3,47%, et a réagi en déclarant qu'elle continuerait de *"mettre en oeuvre un syndicalisme de contre-pouvoir"*.

La participation des salariés aux scrutins (dans les entreprises de plus de 11 salariés, les TPE et les chambres d'agriculture) est évaluée par le ministère à 42,78% : 5,4 millions ont pris part au vote (5 millions de suffrage exprimés) sur un total de 12,7 millions de salariés inscrits. La participation est supérieure au scrutin prud'homal de 2008 (4,6 millions).

Environ 4 millions n'ont pas eu la possibilité de voter travaillant dans des entreprises où les syndicats sont absents, explique le ministère.

La participation a été très faible dans les TPE (10,38%, 4,6 millions de salariés concernés) et chez les salariés agricoles (16,1%, 300.000). Dans les grandes entreprises, elle a été de l'ordre de 66%, selon la CGT.

Après vérification d'autres critères - indépendance, transparence financière, implantation territoriale - le ministre du Travail prendra des arrêtés (attendus mi-mai et mi-juin) marquant l'entrée en vigueur des nouvelles règles. C'est après la publication des arrêtés que les syndicats qui ont éventuellement des griefs pourront saisir la justice.